

Les partenariats internationaux de la France : quelles perceptions à l'échelle nationale et régionale ?

Avril 2025

Magalie Gérard, Directrice adjointe du Département Politique – Opinion

Sylvain Reich, Directeur d'études au Département Politique – Opinion

Gabriel Riedler, Chargé d'études au Département Politique – Opinion



Méthodologie d'enquête P.3

1 Opinion à l'égard de la politique de partenariats internationaux de la France P.6

2 Attentes et perspectives concernant la politique de partenariats internationaux de la France P.15

3 Actualité de la politique de partenariats internationaux de la France : guerre en Ukraine et politique de Donald Trump P.24

4 Connaissances sur la politique de partenariats internationaux de la France P.31

5 Notoriété et représentation de l'AFD P.41

Méthodologie d'enquête (1/2)



Terrain

Enquête réalisée **en ligne** (France métropolitaine) et **par téléphone** (La Réunion) du mercredi 9 au mardi 22 avril 2025.



Echantillons

- **10 103** personnes âgées de 16 ans et plus, **représentatives de la population française** métropolitaine (hors Corse), **et des 12 régions** métropolitaines françaises (entre 458 et 1797 répondants par région)
- **305** personnes représentatives de la population de La Réunion, âgées de 16 ans et plus



Quotas

Méthode des quotas et redressement appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, catégories socioprofessionnelles, régions et départements de l'interviewé(e).



Aide à la lecture des résultats détaillés :

- Les chiffres présentés sont exprimés en pourcentage.
- Les chiffres en italique, ainsi que ceux indiqués dans les cases en bleu dans les tableaux de croisements avec les régions, sont ceux qui apparaissent significativement au-dessus de la moyenne, à minimum 3 points d'écart.

Méthodologie d'enquête (2/2)

Les évolutions présentées font référence aux études suivantes, réalisées en France métropolitaine uniquement :

- 2024 : Étude Toluna Harris Interactive réalisée du 19 au 23 avril 2024 auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 16 ans et plus (2064 individus)
- 2023 : Étude IPSOS réalisée du 7 au 12 avril 2023 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (2000 individus)
- 2019 : Étude CSA réalisée du 19 au 20 février 2019 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (2002 individus)
- 2018 : Étude IPSOS réalisée du 12 janvier au 6 février 2018 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (1003 individus)
- 2016 : Étude IFOP réalisée en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus
- 2015 : Étude IFOP réalisée du 29 août au 1er septembre 2015 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (1053 individus)
- 2014 : Étude IFOP réalisée du 29 août au 1er septembre 2014 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (1053 individus)
- 2013 : Étude IPSOS réalisée du 1er au 8 novembre 2013 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (1007 individus)
- 2012 : Étude IPSOS réalisée du 30 octobre au 6 novembre 2012 en ligne auprès d'un échantillon représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus (1007 individus)

Intervalle de confiance

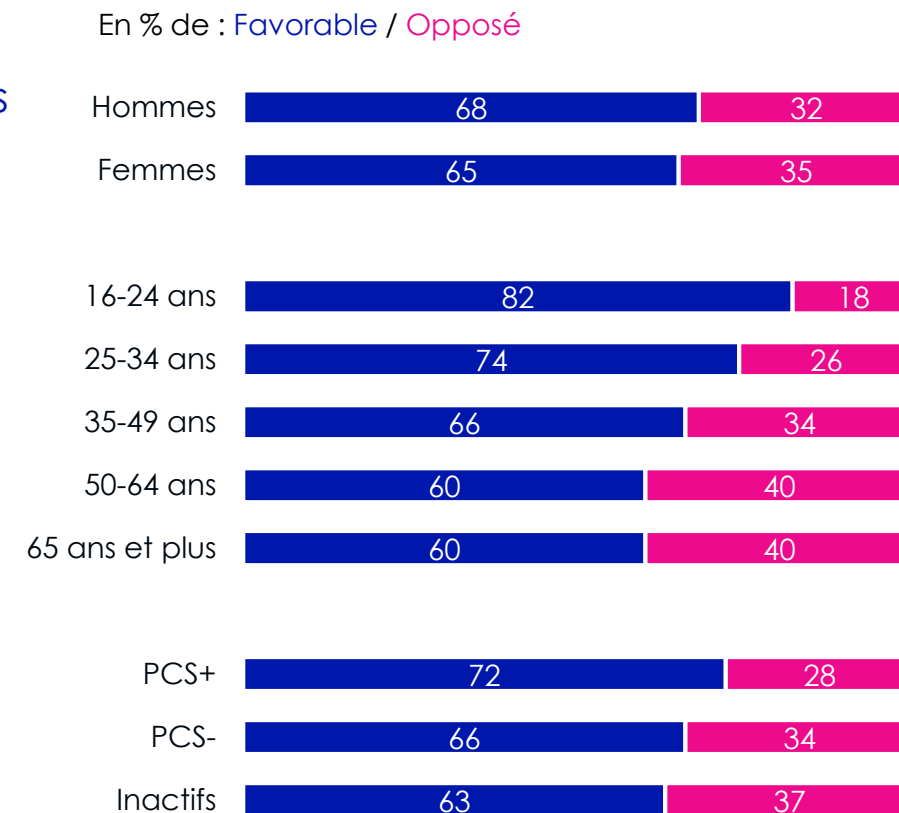
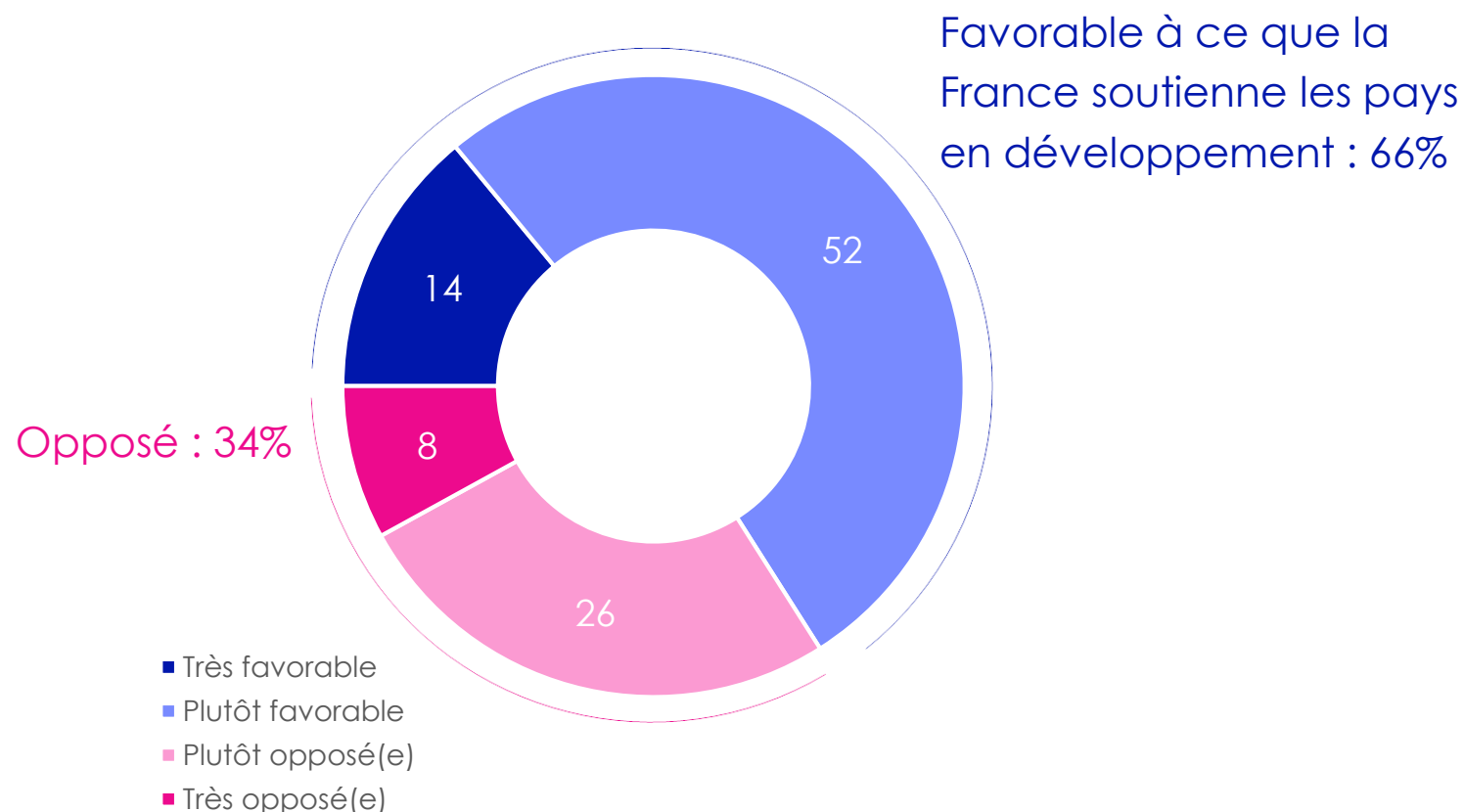
L'intervalle de confiance (parfois appelé « marge d'erreur ») permet de déterminer la confiance qui peut être attribuée à une valeur, en prenant en compte la valeur observée et la taille de l'échantillon. Si le calcul de l'intervalle de confiance concerne les sondages réalisés avec la méthode aléatoire, il est communément admis qu'il est proche pour les sondages réalisés avec la méthode des quotas.

Taille de l'échantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100 interviews	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10
200 interviews	3,1	4,3	5,7	6,5	6,9	7,1
300 interviews	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400 interviews	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500 interviews	2,0	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600 interviews	1,8	2,4	3,3	3,8	4,0	4,1
800 interviews	1,5	2,1	2,8	3,2	3,4	3,5
1 000 interviews	1,4	1,8	2,5	2,9	3,0	3,1
2 000 interviews	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,3
3 000 interviews	0,8	1,1	1,5	1,7	1,8	1,8
4 000 interviews	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6 000 interviews	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10 000 interviews	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Note de lecture dans le cas d'un échantillon de 10 000 personnes, si le pourcentage mesuré est de 10%, la marge d'erreur est égale à 0,6. Il y a donc 95% de chance que le pourcentage réel soit compris entre 9,4% et 10,6% (plus ou moins 0,6 points).

1. Opinion à l'égard de la politique de partenariats internationaux de la France

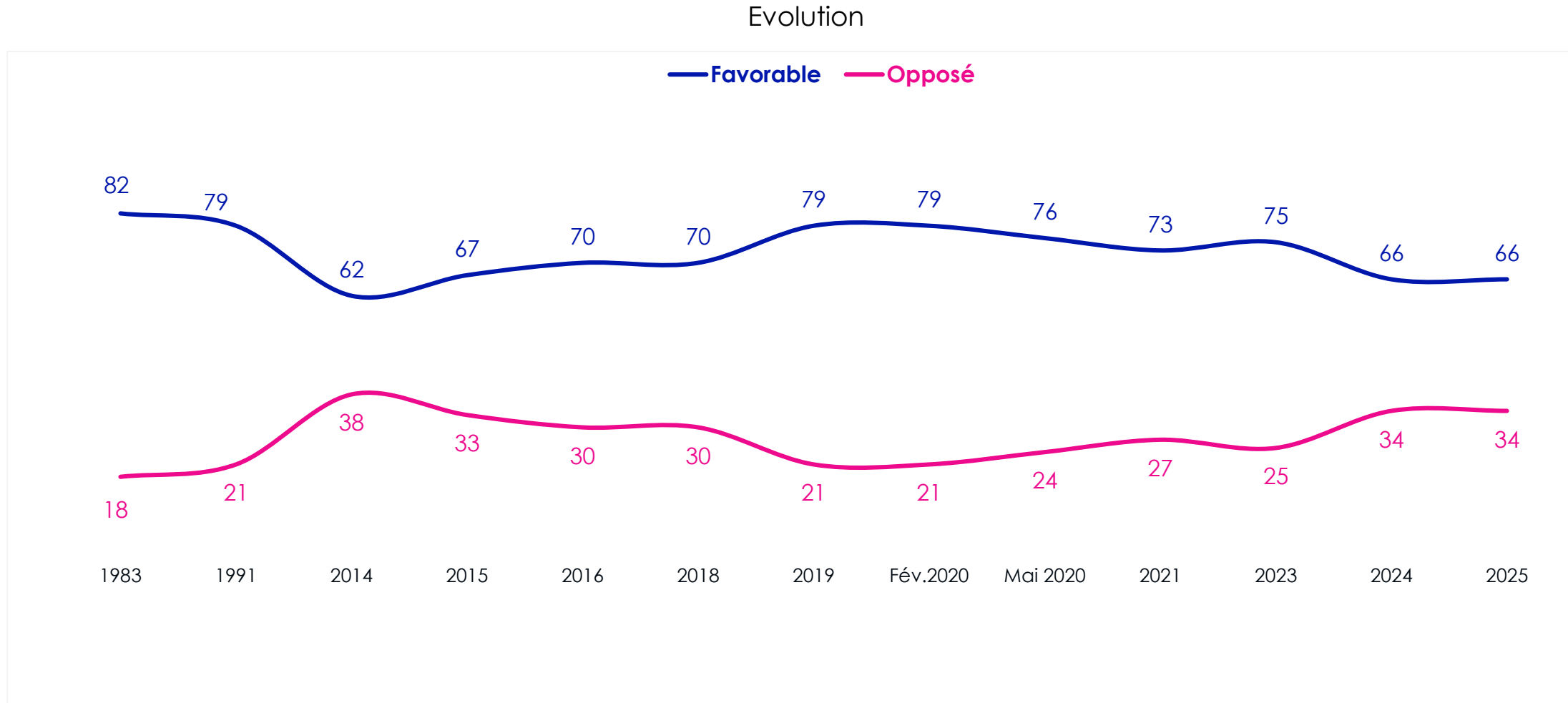
Les deux tiers des Français sont favorables à ce que la France soutienne les pays en développement, et particulièrement les plus jeunes et les catégories socioprofessionnelles supérieures



Certaines personnes sont favorables à ce que la France soutienne les pays en développement et d'autres sont contre. Personnellement, y êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Le tassement du soutien à la politique d'aide au développement observé en 2024 se confirme cette année

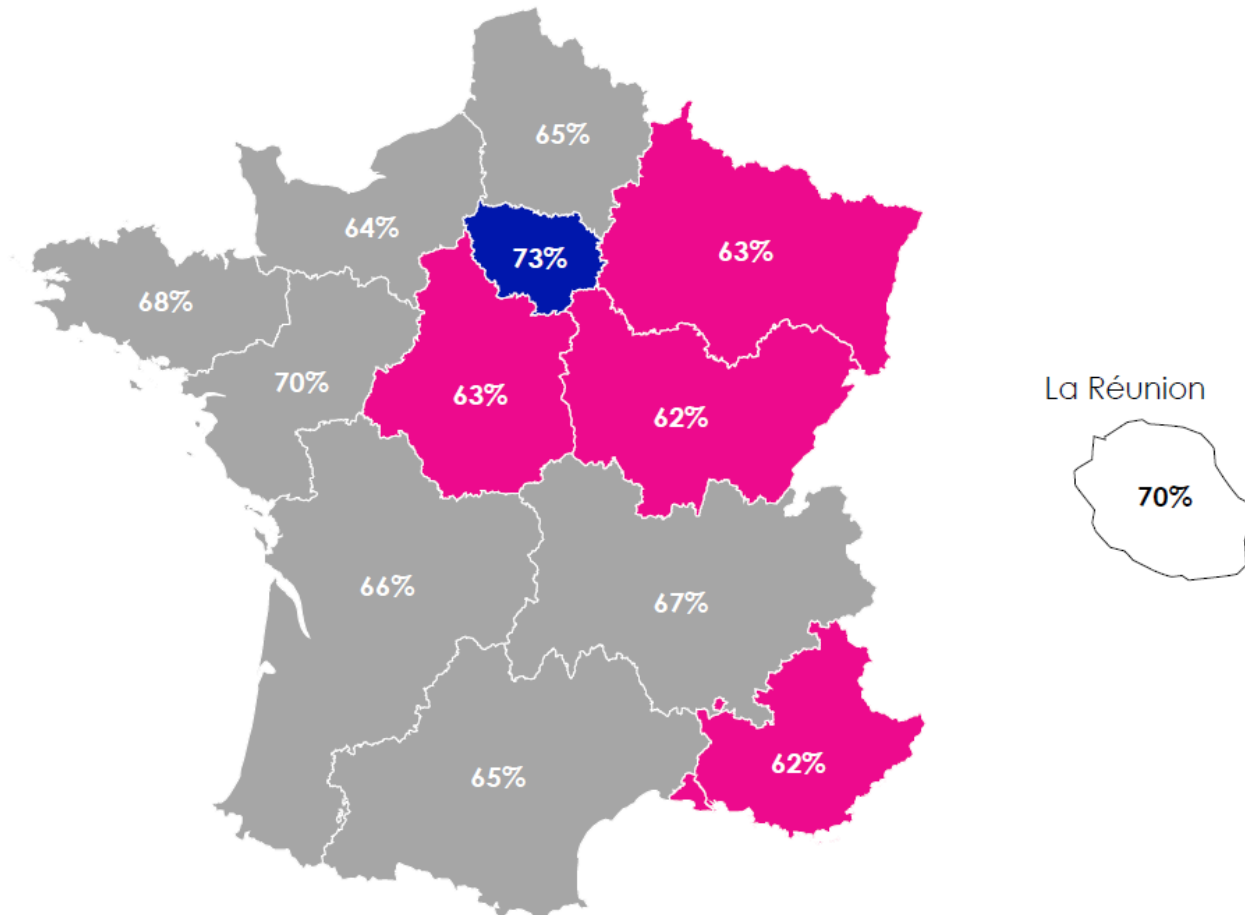


Certaines personnes sont favorables à ce que la France soutienne les pays en développement et d'autres sont contre. Personnellement, y êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Les habitants de Bourgogne-Franche-Comté, de Centre-Val de Loire, du Grand-Est et de PACA sont les moins favorables à ce que la France soutienne les pays en développement

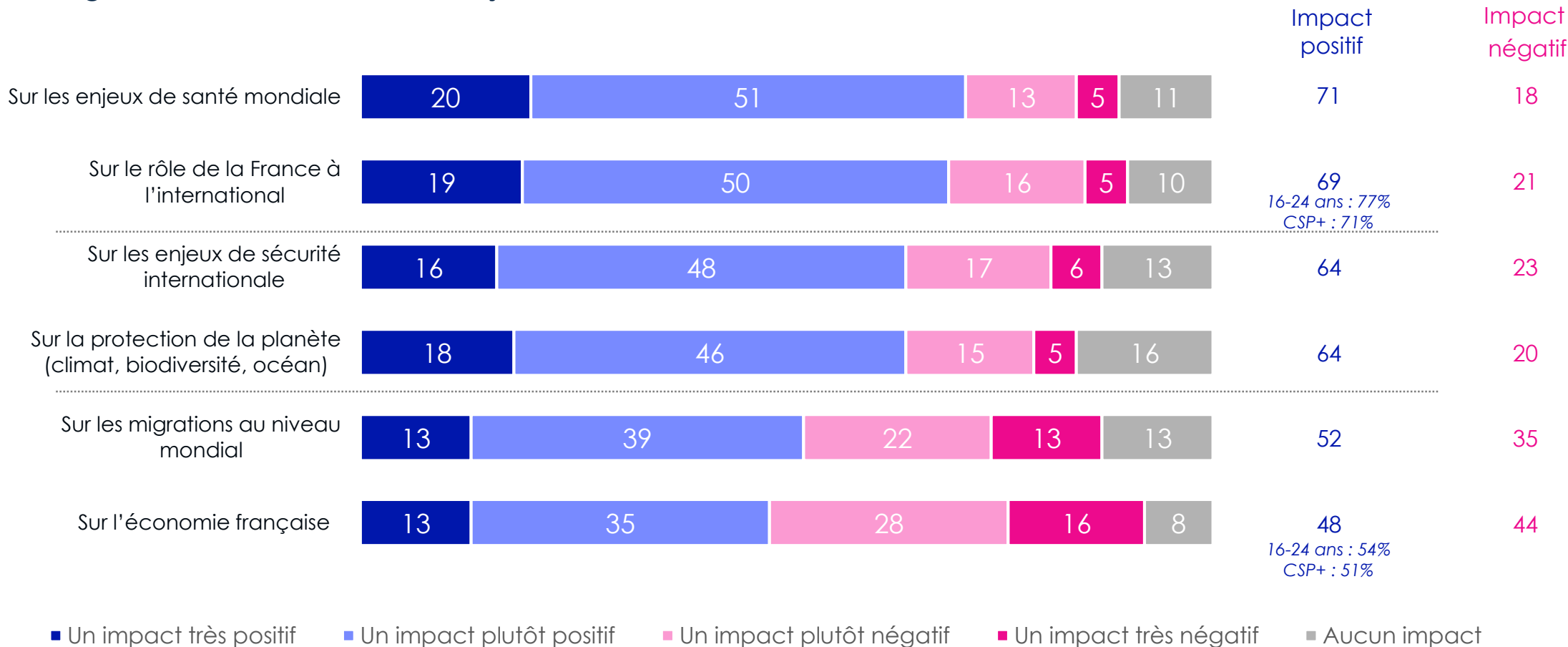
66% des Français métropolitains sont favorables à ce que la France soutienne les pays en développement



Certaines personnes sont favorables à ce que la France soutienne les pays en développement et d'autres sont contre. Personnellement, y êtes-vous très favorable, plutôt favorable, plutôt opposé(e) ou très opposé(e) ?

Base : A tous, en %

Selon les Français, la politique de partenariats internationaux des pays pauvres peut avoir un effet positif sur de nombreux sujets, et d'abord sur les enjeux de santé mondiale, la place de la France à l'international, la sécurité et le climat. Ils apparaissent plus partagés sur son impact sur les migrations et l'économie française



L'intitulé de la question ayant largement évolué par rapport à 2024, les rappels historiques n'apparaissent pas ici

Lorsque la France accorde un financement ou investit pour accompagner le développement des pays pauvres qui en ont besoin sur le plan économique, climatique, sanitaire etc., pensez-vous que cela peut avoir ... ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

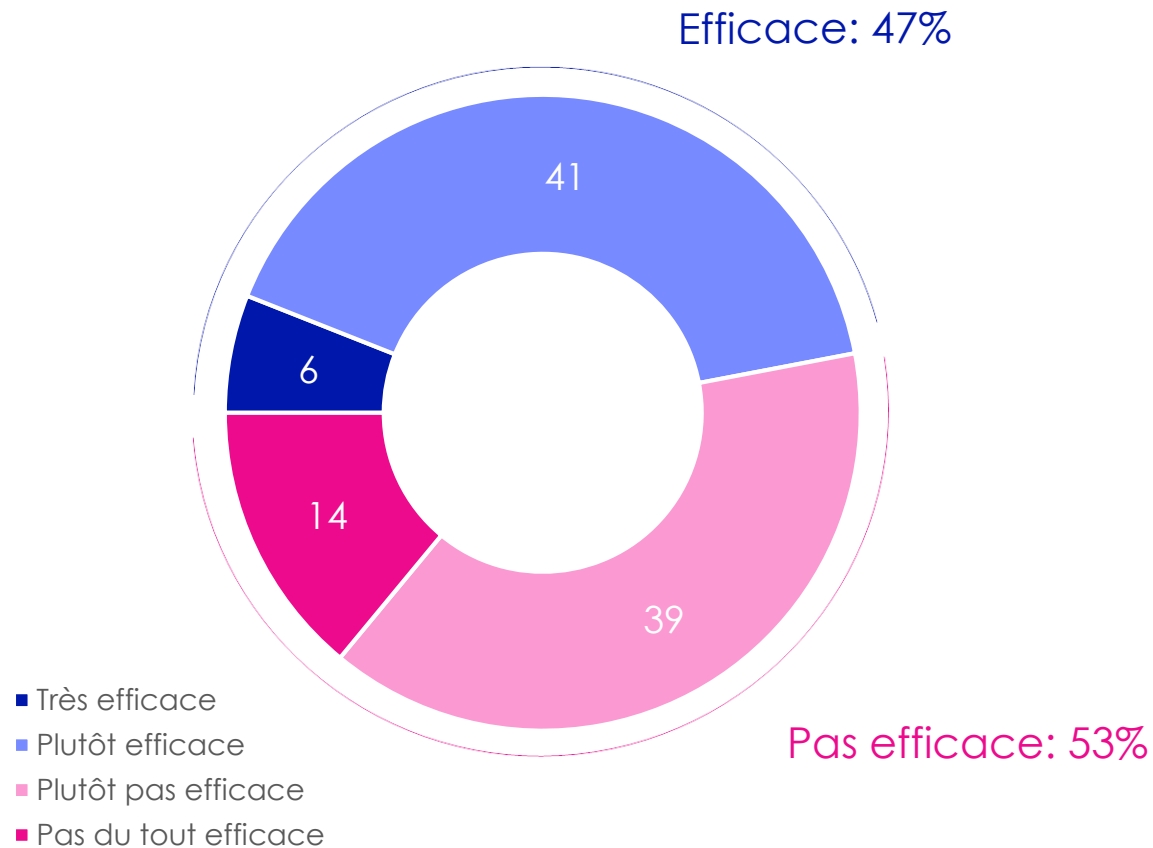
Les Franciliens identifient plus positivement de manière générale l'accompagnement de la France en faveur du développement des pays pauvres

	France métropo.	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	La Réunion
Sur les enjeux de santé mondiale	71	73	70	72	72	68	70	73	69	74	71	70	68	73
Sur le rôle de la France à l'international	69	68	65	70	68	67	66	71	66	69	67	69	70	68
Sur les enjeux de sécurité internationale	64	63	65	67	64	60	63	67	60	65	61	65	65	67
Sur la protection de la planète (climat, biodiversité, océan)	64	66	64	65	64	62	62	68	61	64	63	66	62	66
Sur les migrations au niveau mondial	52	55	48	48	51	50	50	57	50	53	52	49	51	50
Sur l'économie française	48	47	45	47	47	45	47	51	46	48	47	47	46	51

Lorsque la France accorde un financement ou investit pour accompagner le développement des pays pauvres qui en ont besoin sur le plan économique, climatique, sanitaire etc., pensez-vous que cela peut avoir ... ?

Base : A tous, en % de « Impact positif »

L'opinion est divisée sur la perception de l'efficacité de cette politique, mais un Français sur deux estime désormais que le soutien de la France aux pays en développement est efficace



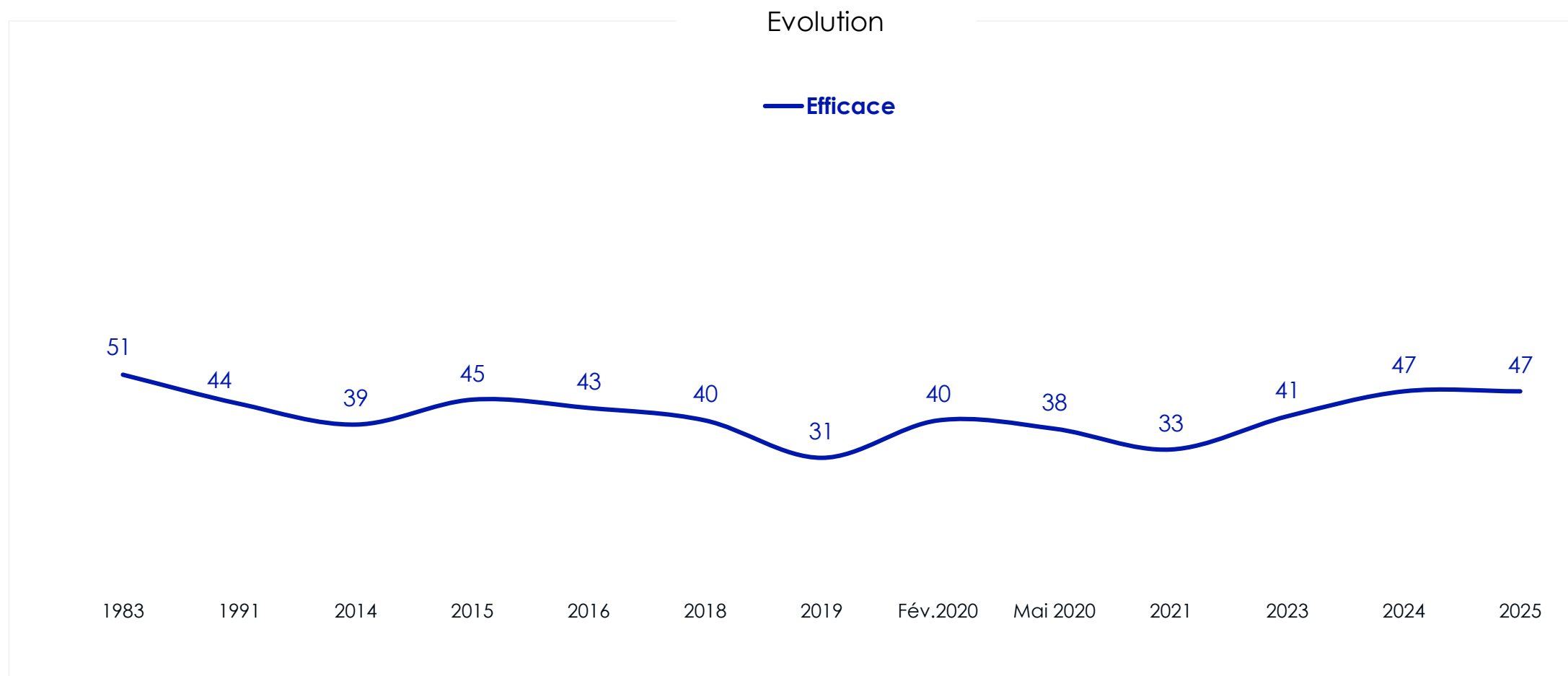
En % de : Efficace / Pas efficace



Pensez-vous que, globalement, le soutien de la France aux pays en développement est ... ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

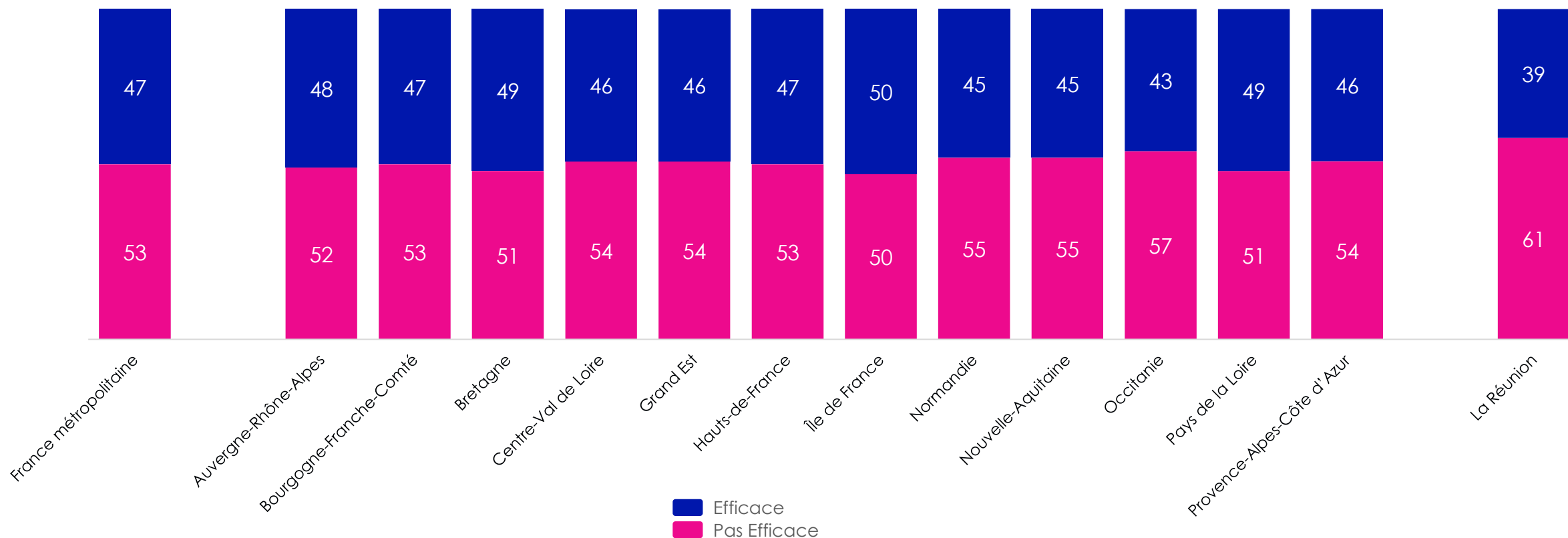
La perception de l'efficacité du soutien de la France a fortement progressé entre 2021 et la sortie de la crise COVID et aujourd'hui (+14 pts)



Pensez-vous que, globalement, le soutien de la France aux pays en développement est ... ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Si les Franciliens apparaissent davantage positifs que les autres, les Occitans et les Réunionnais sont eux plus critiques vis-à-vis de l'efficacité du soutien de la France aux pays en développement



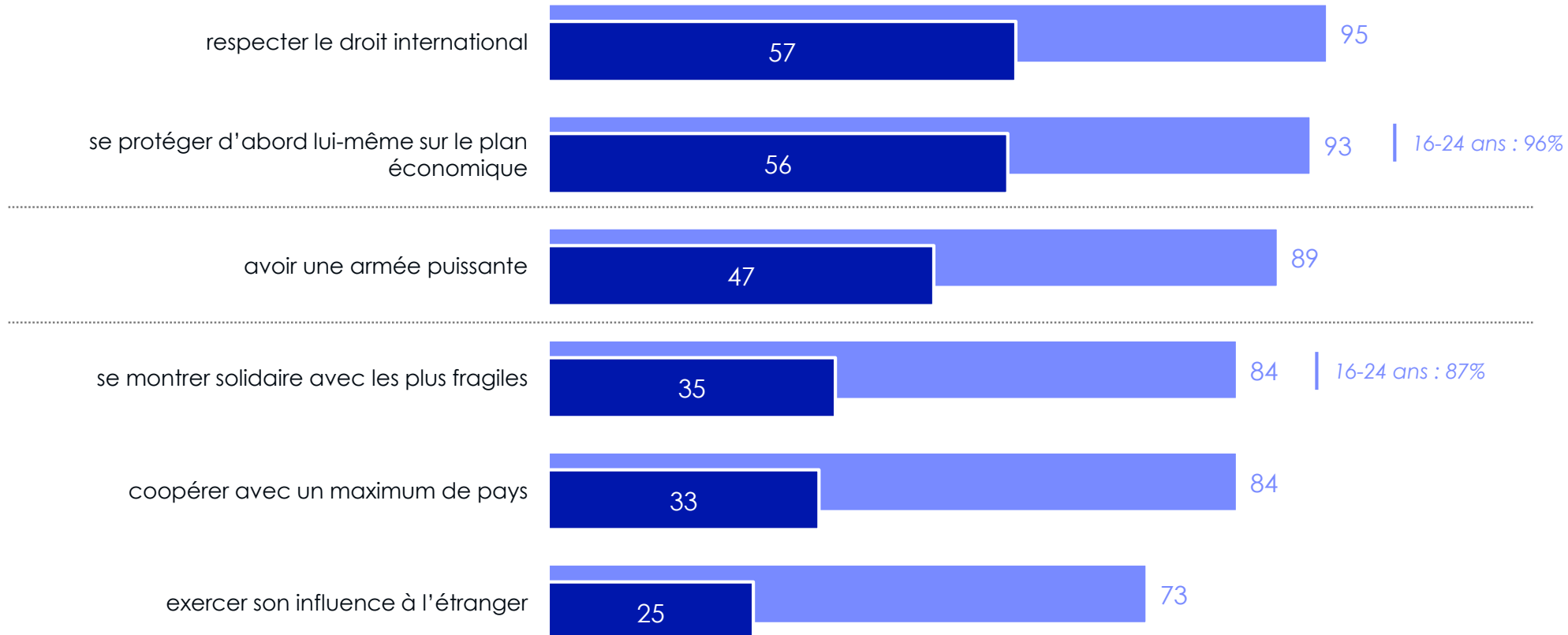
Pensez-vous que, globalement, le soutien de la France aux pays en développement est ... ?

Base : A tous, en %

2. Attentes et perspectives concernant la politique de partenariats internationaux de la France

Les attentes des Français en matière d'action internationale sont élevées, en particulier le respect du droit international, la protection de leur économie, la défense et la solidarité

En % de : D'accord / dont Tout à fait d'accord



Nouvelle question

Etes-vous d'accord ou non avec chacune des affirmations suivantes. Un pays comme la France se doit de ...

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Les Franciliens et les Réunionnais se montrent plus sensibles que la moyenne aux dimensions de coopération et de solidarité

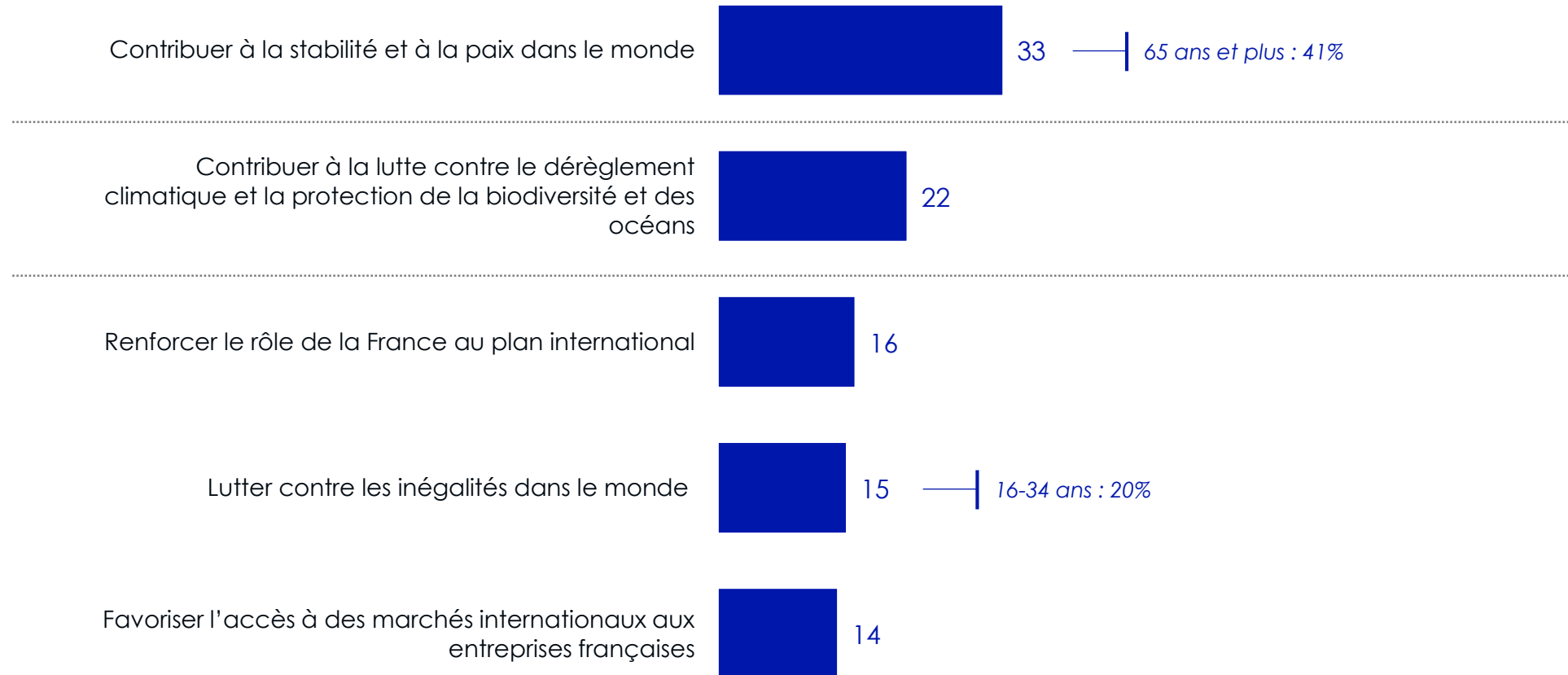
	France métropo.	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	La Réunion
respecter le droit international	57	58	60	57	54	55	51	59	54	58	54	61	58	68
se protéger d'abord lui-même sur le plan économique	56	56	58	53	54	57	58	54	55	56	57	58	59	66
avoir une armée puissante	47	47	48	44	44	46	47	47	52	47	46	45	48	46
se montrer solidaire avec les plus fragiles	35	34	36	36	36	30	33	39	33	33	36	33	35	51
coopérer avec un maximum de pays	33	31	33	34	33	33	30	37	34	36	33	34	32	41
exercer son influence à l'étranger	25	25	20	24	24	24	22	28	22	24	23	22	28	25

Nouvelle question

Etes-vous d'accord ou non avec chacune des affirmations suivantes. Un pays comme la France se doit de ...

Base : A tous, en % de « Tout à fait d'accord »

La contribution à la paix dans le monde (notamment pour les plus âgés) puis la lutte contre le dérèglement climatique devraient être aux yeux des Français les principales priorités de la politique publique de partenariats internationaux de la France



Nouvelle question

A l'avenir, quelle devrait être selon vous la priorité de la politique publique de partenariats internationaux de la France ? Une seule réponse possible

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Les habitants de Bourgogne-Franche-Comté et des Pays de la Loire souhaitent davantage que les autres prioriser des partenariats internationaux autour de la lutte contre le dérèglement climatique et la protection de la biodiversité et des océans

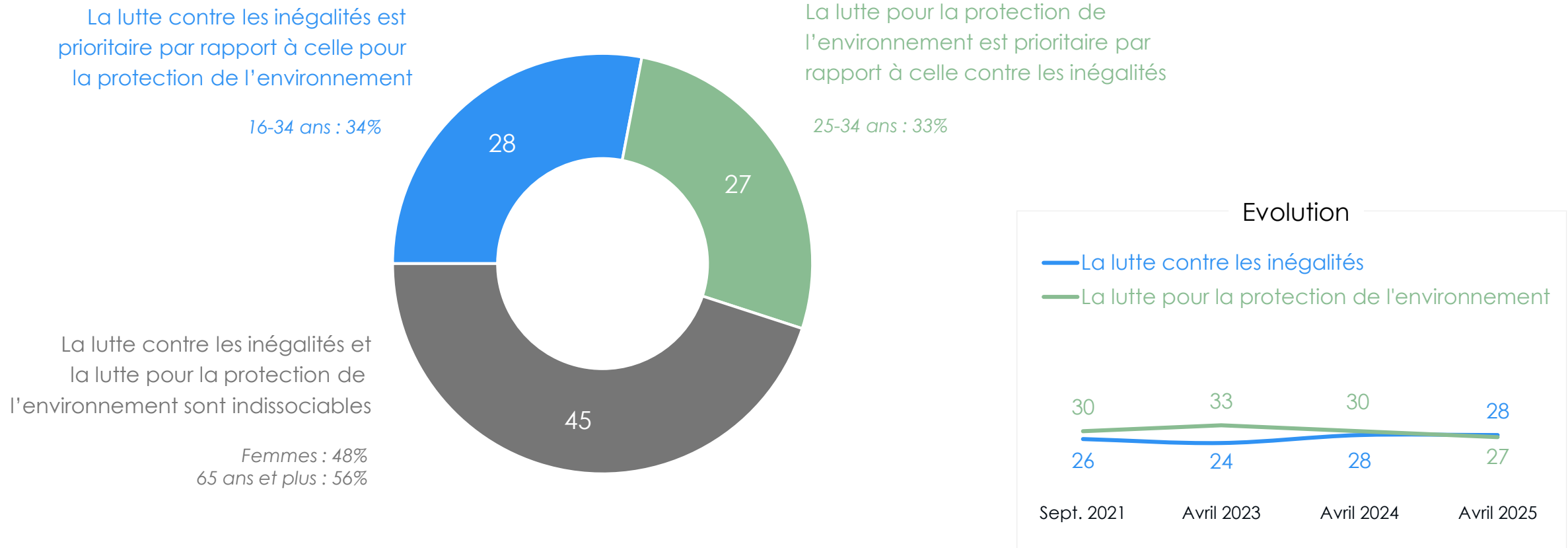
	France métropo.	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	La Réunion
Contribuer à la stabilité et à la paix dans le monde	33	32	30	35	34	33	34	33	33	33	34	34	35	39
Contribuer à la lutte contre le dérèglement climatique et la protection de la biodiversité et des océans	22	20	25	21	22	22	22	21	22	20	22	25	20	19
Renforcer le rôle de la France au plan international	16	16	17	15	16	16	17	16	15	16	18	15	17	13
Lutter contre les inégalités dans le monde	15	17	14	14	13	14	14	17	15	16	12	12	14	24
Favoriser l'accès à des marchés internationaux aux entreprises françaises	14	15	14	15	15	15	13	13	15	15	14	14	14	5

Nouvelle question

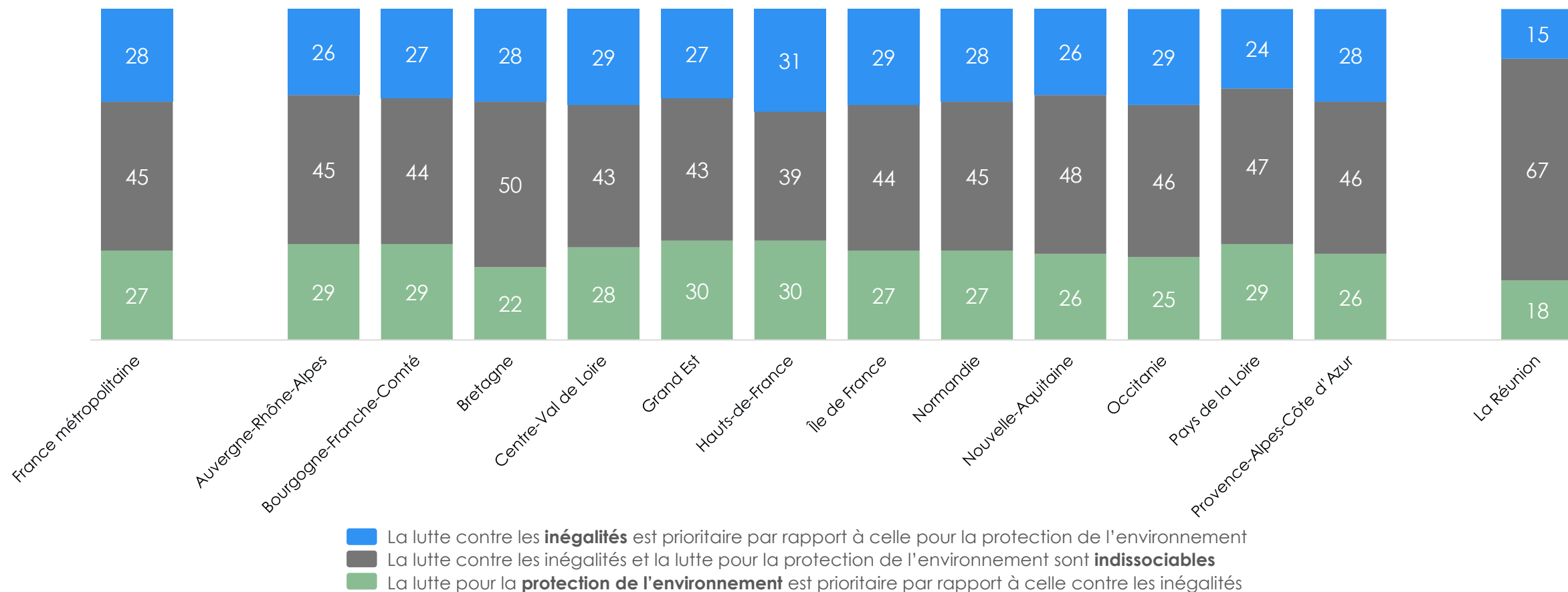
A l'avenir, quelle devrait être selon vous la priorité de la politique publique de partenariats internationaux de la France ? Une seule réponse possible

Base : A tous, en %

La moitié des Français considèrent que les luttes contre les inégalités et pour la protection de l'environnement sont indissociables. Pour la première fois depuis 2021, la lutte contre les inégalités passe devant la lutte pour la protection de l'environnement



Comme à l'échelle du pays tout entier, près de la moitié des habitants de chacune des régions considèrent que les luttes contre les inégalités et pour la protection de l'environnement sont indissociables

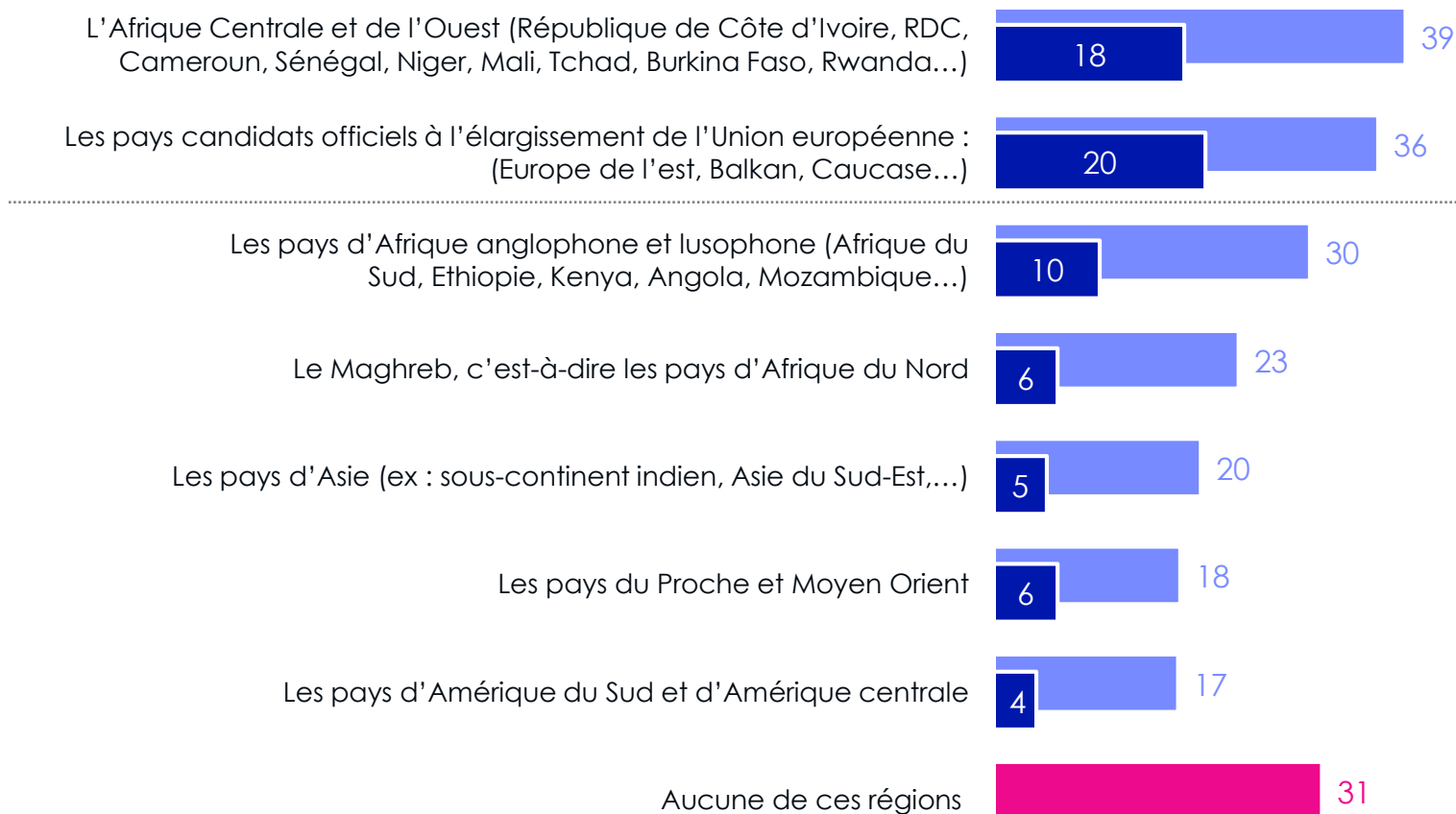


Concernant nos partenariats internationaux diriez-vous que... ?

Base : A tous, en %

Les Français souhaitent que l'aide au développement intervienne en premier lieu dans les pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest (surtout chez les plus jeunes), et dans les pays candidats à l'élargissement de l'UE (surtout chez les plus âgés)

En % de : En premier / Total



Les 16-34 ans sont davantage favorables à ce que la France intervienne dans les pays non-européens, tandis que les plus de 64 ans privilégieraient les pays candidats à l'UE

La liste d'items ayant évolué par rapport à 2024, les rappels historiques n'apparaissent pas ici

D'après vous, quelles sont les régions du monde dans lesquelles la France devrait intervenir en priorité dans le cadre de sa politique de développement international (via des aides, partenariats ou investissements solidaires réalisés dans les pays en développement) ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Les Franciliens souhaitent davantage que les autres une intervention en Afrique et dans les pays arabes (Maghreb et Moyen-Orient), tandis que les habitants du Centre-Val de Loire et des Pays de la Loire sont plus favorables à ce que l'aide intervienne dans les pays candidats à l'UE

	France métropo.	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	La Réunion
L'Afrique Centrale et de l'Ouest (République de Côte d'Ivoire, RDC, Cameroun, Sénégal, Niger, Mali, Tchad, Burkina Faso, Rwanda...)	39	39	37	41	40	33	35	43	38	39	40	39	36	59
Les pays candidats officiels à l'élargissement de l'Union européenne : (Europe de l'est, Balkan, Caucase...)	36	37	36	35	40	33	34	34	38	38	37	41	37	36
Les pays d'Afrique anglophone et lusophone (Afrique du Sud, Ethiopie, Kenya, Angola, Mozambique...)	30	31	30	32	31	26	29	31	29	32	28	29	31	34
Le Maghreb, c'est-à-dire les pays d'Afrique du Nord	23	23	18	21	18	21	21	28	21	22	23	25	21	35
Les pays d'Asie (ex : sous-continent indien, Asie du Sud-Est,...)	20	21	20	19	21	19	18	21	19	19	18	21	17	22
Les pays du Proche et Moyen Orient	18	16	15	18	18	18	17	23	14	17	14	16	20	10
Les pays d'Amérique du Sud et d'Amérique centrale	17	18	18	18	19	15	18	17	17	18	19	17	16	21
Aucune de ces régions	31	30	32	32	29	37	35	25	32	30	33	28	33	32

D'après vous, quelles sont les régions du monde dans lesquelles la France devrait intervenir en priorité dans le cadre de sa politique de développement international (via des aides, partenariats ou investissements solidaires réalisés dans les pays en développement) ? En premier ? En deuxième ? En troisième ?

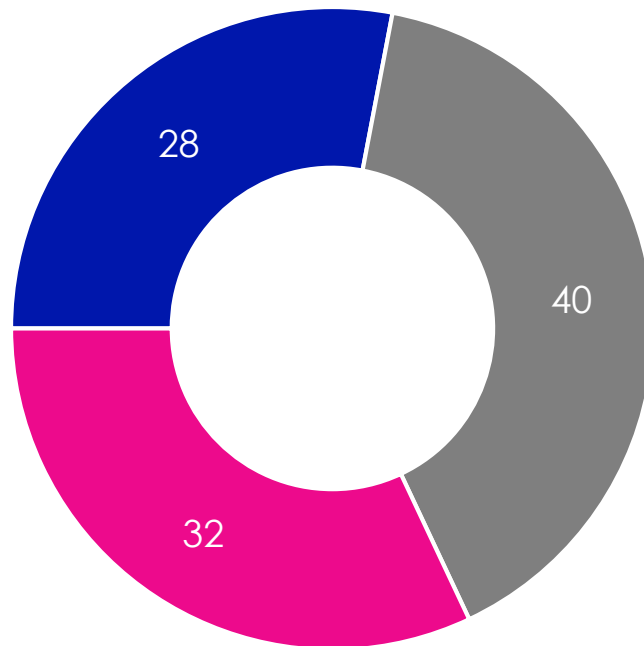
Base : A tous, en % de « Total »

3. Actualité de la politique de partenariats internationaux de la France : guerre en Ukraine et politique de Donald Trump

Une majorité de Français estime que la France doit maintenir voire accentuer sa coopération avec l'Ukraine dans le domaine des investissements solidaires. Près d'un tiers souhaiterait qu'elle diminue

Doit **accentuer** sa coopération avec l'Ukraine

Doit **maintenir ou accentuer** sa coopération avec l'Ukraine : **68%**



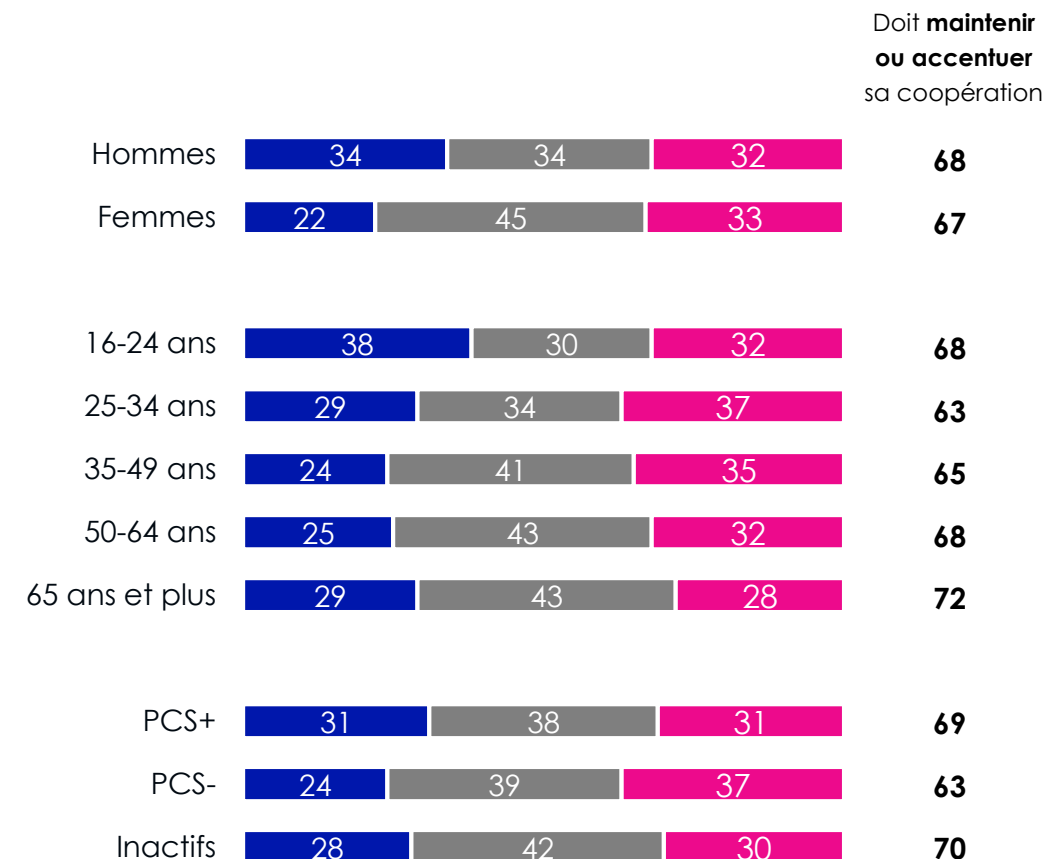
Doit **diminuer** sa coopération avec l'Ukraine

Ne doit ni **accentuer**, ni **diminuer** sa coopération avec l'Ukraine

Nouvelle question

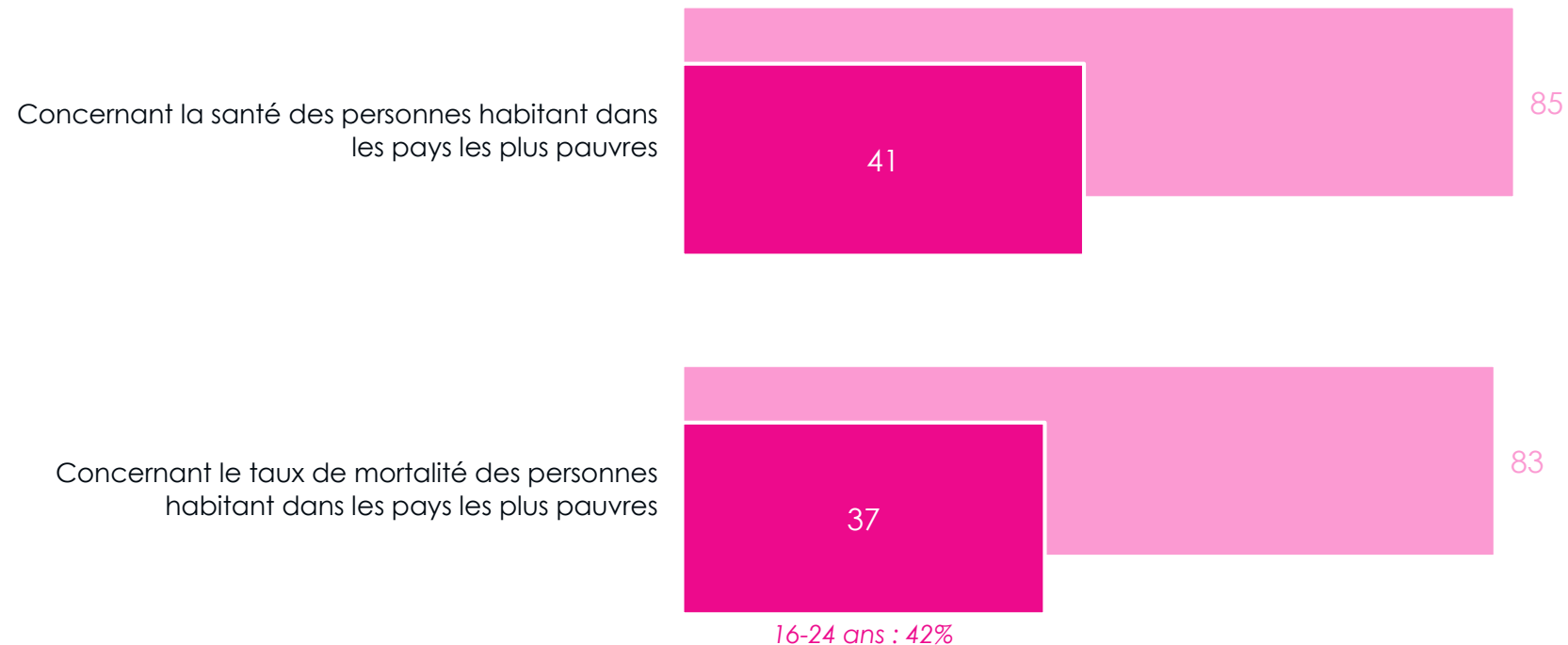
Pensez-vous que la France doit accentuer, diminuer ou ni accentuer, ni diminuer sa coopération avec l'Ukraine dans le domaine des investissements solidaires (Par « investissements solidaires » sont entendus l'aide, le partenariat ou la politique d'aide au développement) ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %



Pour la plupart des Français, le gel du budget de l'agence de solidarité internationale américaine USAID entraînera des conséquences importantes sur la santé des personnes et le taux de mortalité dans les pays les plus pauvres

En % de : Conséquences importantes / dont Très importantes

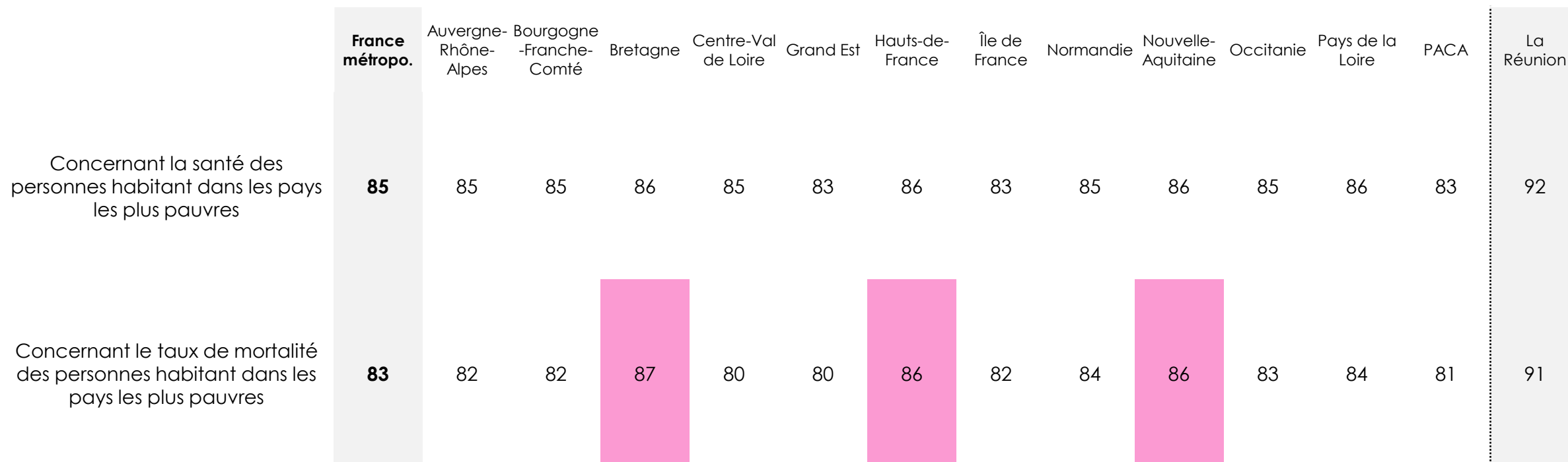


Nouvelle question

Le budget de l'agence de solidarité internationale américaine (USAID) a été gelé par Donald Trump. Selon-vous ceci aura-t-il des conséquences importantes ou pas importantes...

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en % de « Conséquences importantes »

Des conséquences négatives particulièrement anticipées en Bretagne, en Hauts-de-France, en Aquitaine et à la Réunion



Nouvelle question

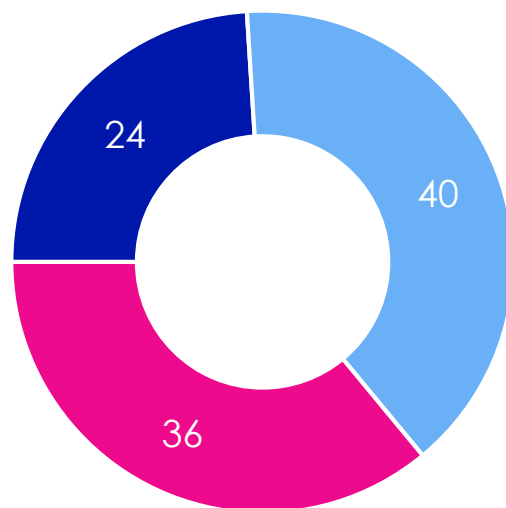
Le budget de l'agence de solidarité internationale américaine (USAID) a été gelé par Donald Trump. Selon-vous ceci aura-t-il des conséquences importantes ou pas importantes...

Base : A tous, en % de « Conséquences importantes »

Deux tiers des Français considèrent que, compte tenu de la situation internationale, la France et l'UE devraient investir davantage dans la solidarité internationale

Investir davantage dans sa propre politique de solidarité internationale, en coopération avec l'Union européenne et d'autres pays

Investir dans **sa propre politique** de solidarité internationale, **ou celle de l'UE : 64%**



Agir afin que l'ensemble des pays de l'Union européenne investisse davantage dans la solidarité internationale

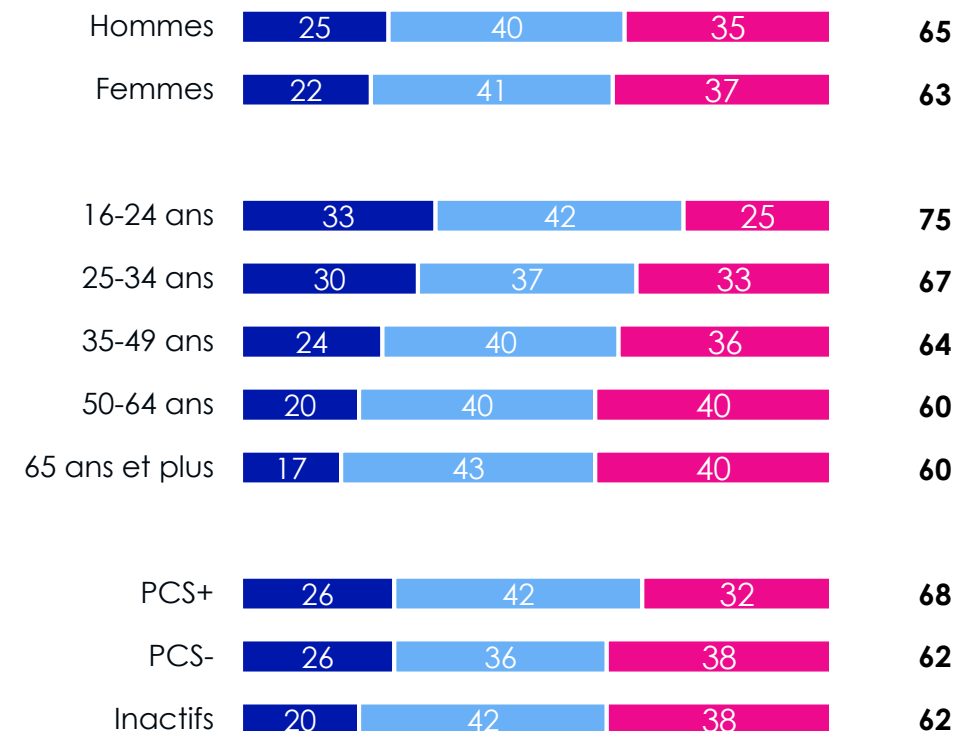
Réduire ses investissements dans la solidarité internationale, comme certains autres pays l'ont fait

Nouvelle question

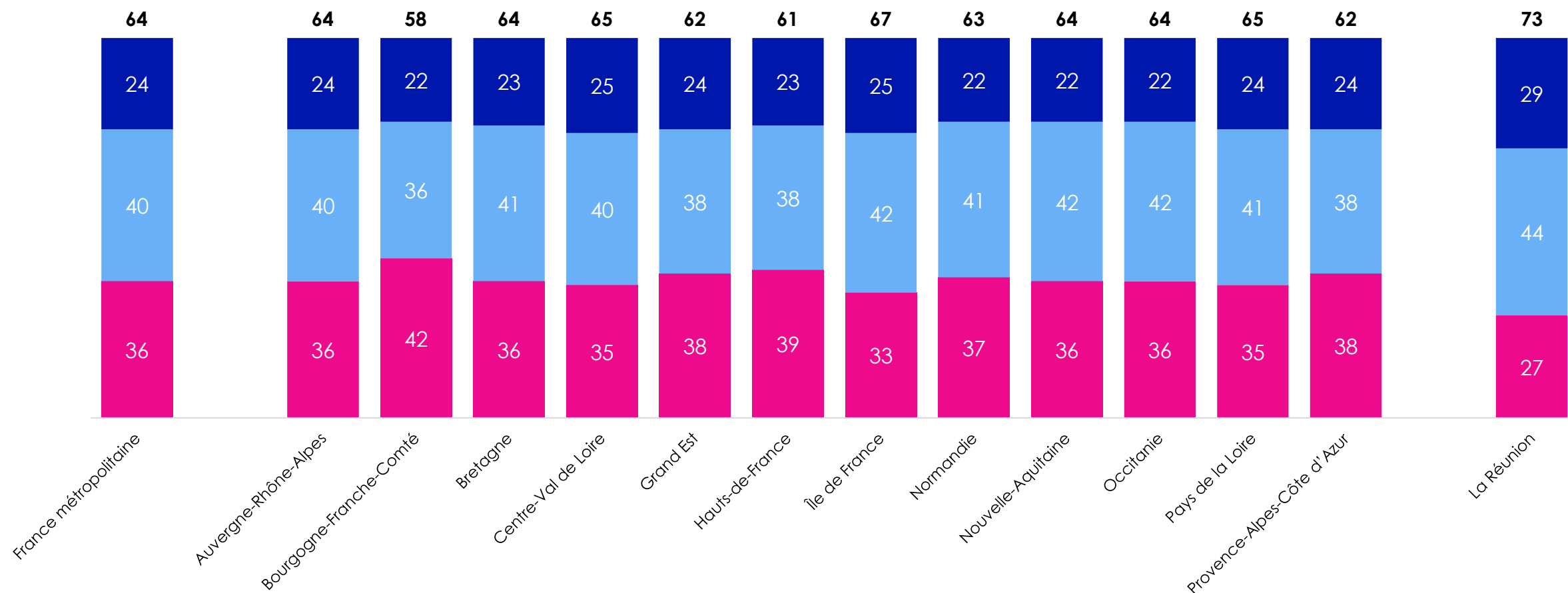
Compte tenu de la situation internationale, selon vous, que devrait faire la France en matière de solidarité internationale ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Investir dans **sa propre politique** de solidarité internationale, **ou celle de l'UE**



Les habitants de Bourgogne-Franche-Comté sont les plus réticents à ce que la France agisse pour investir (ou l'ensemble des pays de l'UE) davantage dans la solidarité internationale



- Investir davantage dans sa propre politique de solidarité internationale, en coopération avec l'Union européenne et d'autres pays
- Agir afin que l'ensemble des pays de l'Union européenne investisse davantage dans la solidarité internationale
- Réduire ses investissements dans la solidarité internationale, comme certains autres pays l'ont fait

Nouvelle question

Compte tenu de la situation internationale, selon vous, que devrait faire la France en matière de solidarité internationale ?

Base : A tous, en %

Dans ce contexte de gel du budget de l'USAID, les Français souhaitent avant tout que leur pays pousse l'Union européenne à augmenter son budget de développement et de solidarité internationale, et celui des autres puissances (hors UE) dans un second temps

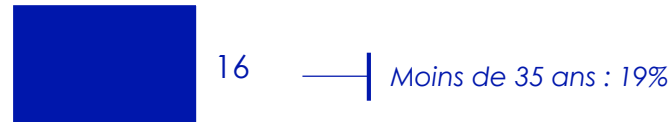
Que la France pousse l'Union européenne à augmenter son budget de développement et de solidarité internationale



Que la France pousse les grandes puissances hors Union européenne à s'en occuper



Que la France demande aux entreprises privées de donner de l'argent aux agences de développement et de solidarité i



Que la France augmente son propre budget de développement et de solidarité internationale pour pallier ce manque



Que la France supprime le budget de l'aide au développement



Nouvelle question

Et quelle serait votre préférence ? Une seule réponse possible
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

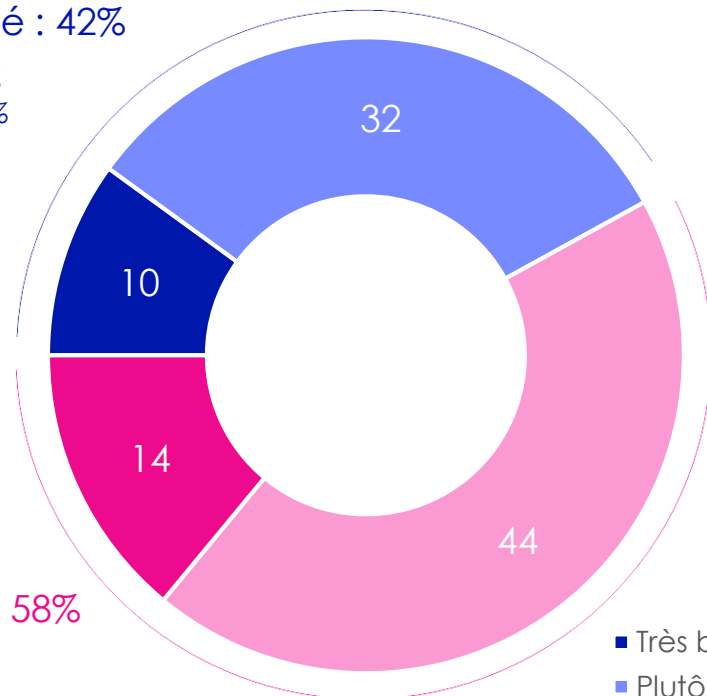
4. Connaissances sur la politique de partenariats internationaux de la France

La majorité des Français, et tout particulièrement les femmes et les plus de 50 ans, déclarent être mal informés sur la politique de partenariats internationaux de la France, ou de la région dans laquelle ils habitent

De la France

Bien informé : 42%

Hommes : 48%
16-34 ans : 58%



Mal informé : 58%

Femmes : 65%
50 ans et plus : 69%

- Très bien informé
- Plutôt bien informé
- Plutôt mal informé
- Très mal informé

Nouvelle question

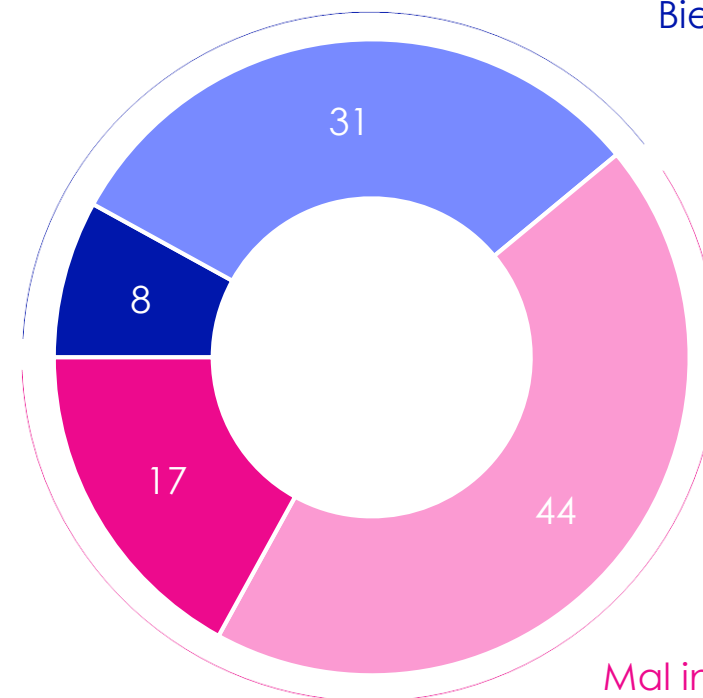
Avez-vous le sentiment d'être très bien, plutôt bien, plutôt mal ou très mal informé(e) sur la politique de partenariats internationaux... ? Par la politique de partenariats internationaux nous entendons l'aide, ou les investissements solidaires réalisés par la France dans les pays en développement, aides considérées comme partie intégrante de la politique extérieure française

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Soutenue par la région dans laquelle vous habitez

Bien informé : 39%

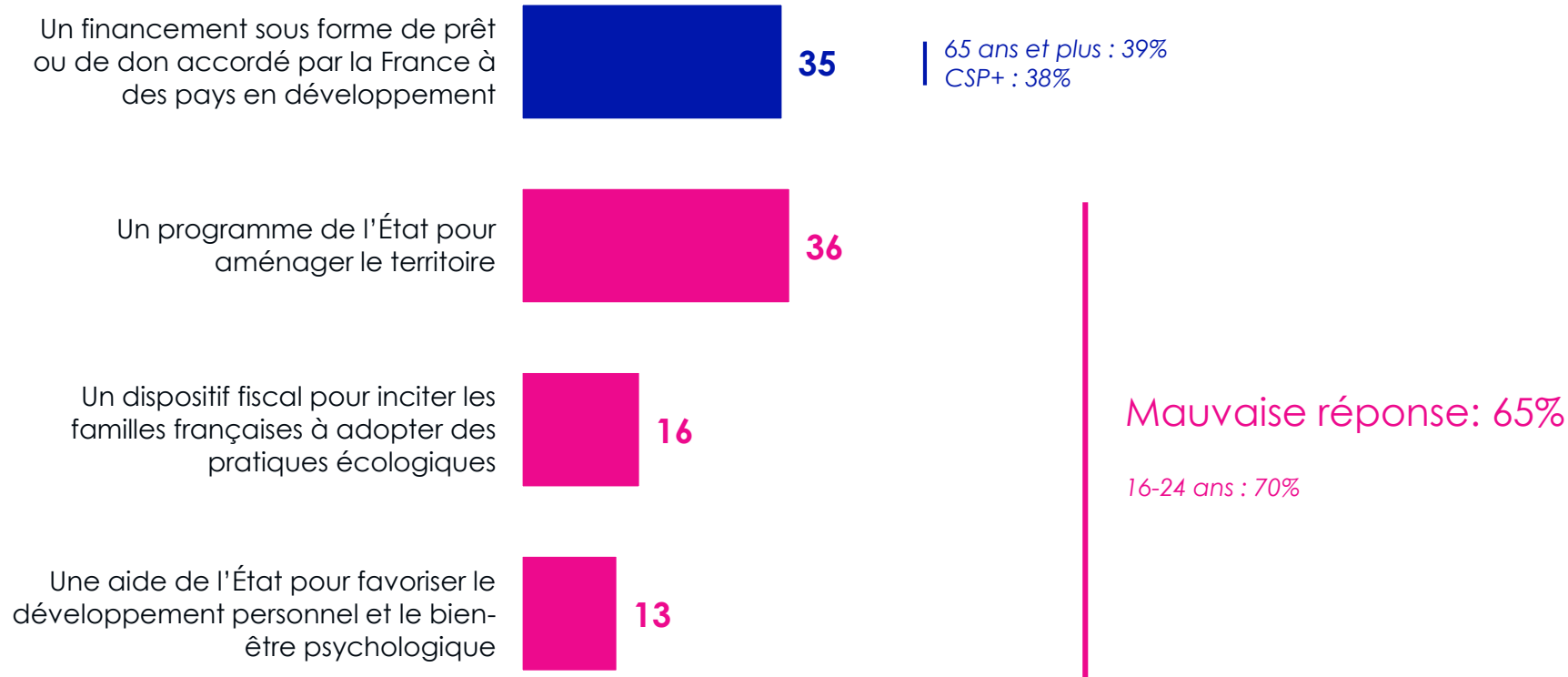
Hommes : 44%
16-34 ans : 55%



Mal informé : 61%

Femmes : 64%
50 ans et plus : 70%

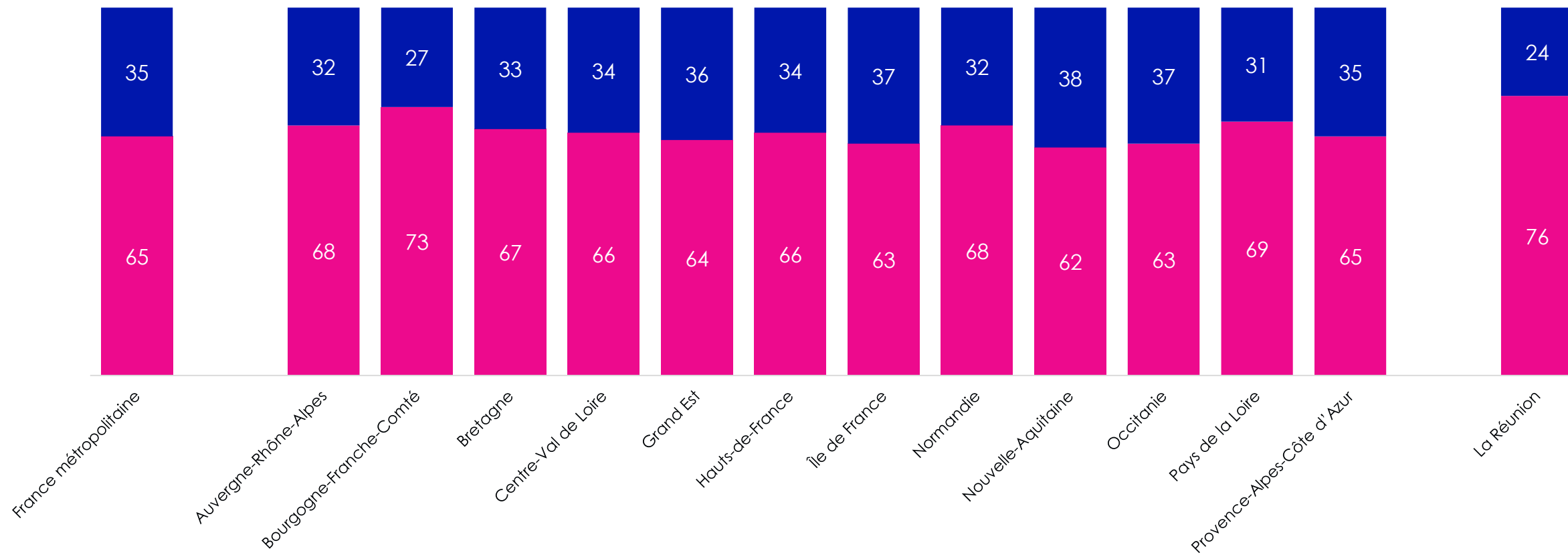
Seul un tiers des Français identifie clairement la notion d'aide publique au développement, c'est-à-dire le financement sous forme de prêt ou de don par la France à des pays en développement



Nouvelle question

A votre avis, l'aide publique au développement, c'est avant tout...
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

La notion d'aide publique au développement est particulièrement mal identifiée en Bourgogne-Franche-Comté et à La Réunion



■ Un financement sous forme de prêt ou de don accordé par la France à des pays en développement
■ Une autre réponse

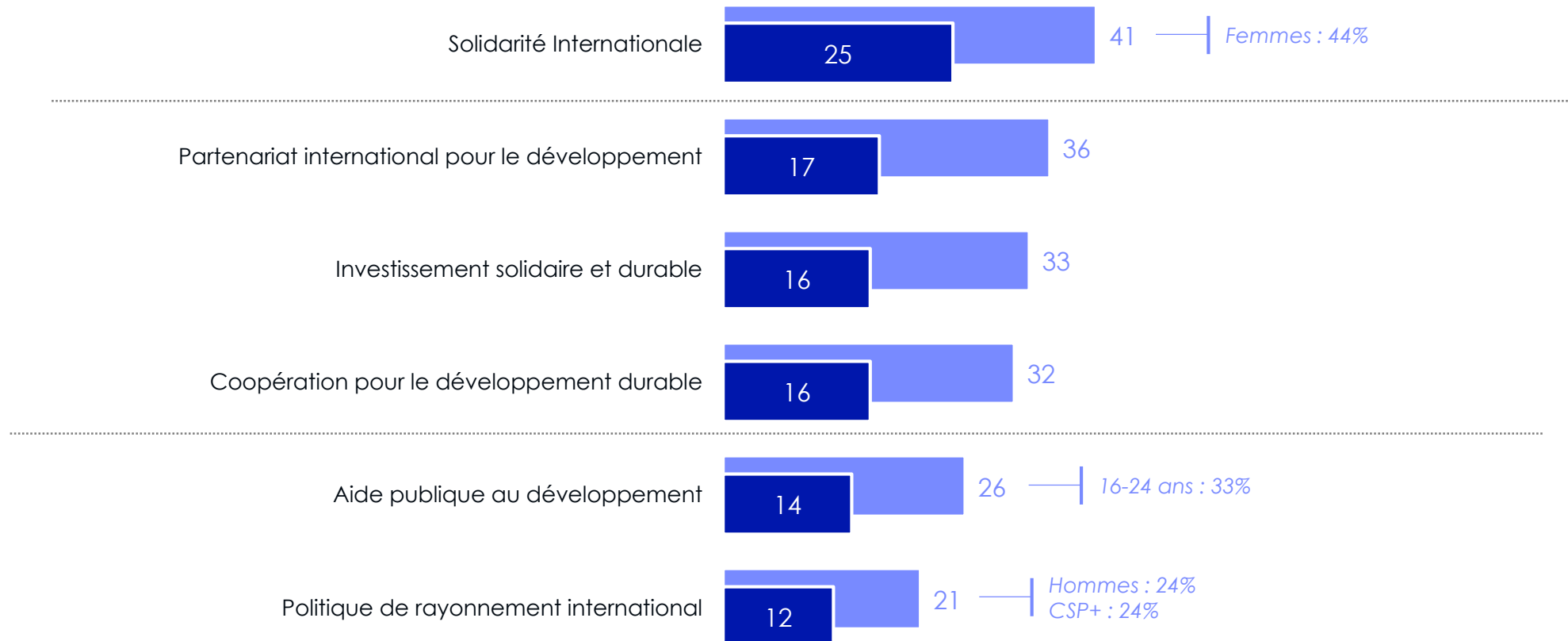
Nouvelle question

A votre avis, l'aide publique au développement, c'est avant tout...

Base : A tous, en %

Les termes de « Solidarité Internationale », « Partenariat international pour le développement », « Investissement solidaire et durable » et « coopération pour le développement durable » devançant tous le terme d'« aide publique au développement » dans l'opinion des Français

En % de : **Au total** / dont **En premier**



Nouvelle question

Et selon vous, quels termes vous sembleraient les plus pertinents pour parler de cette politique publique de la France à l'international ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Le terme d'« aide publique au développement » semble rejeté dans toutes les régions métropolitaines et à La Réunion

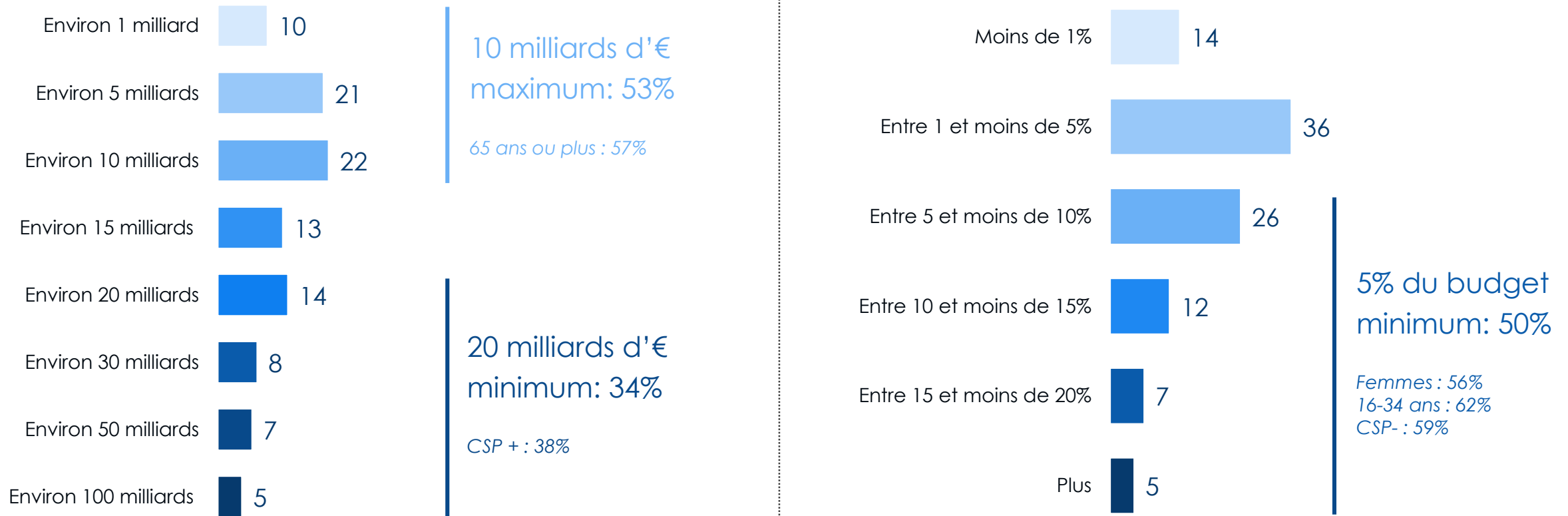
	France métropo.	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	La Réunion
Solidarité Internationale	25	25	21	26	26	24	23	24	26	25	24	26	25	31
Partenariat international pour le développement	17	20	16	18	17	19	15	18	17	17	16	20	15	12
Investissement solidaire et durable	16	15	21	17	17	18	16	15	16	15	17	16	16	17
Coopération pour le développement durable	16	14	15	15	14	16	16	16	15	19	17	16	15	20
Aide publique au développement	14	13	16	14	15	13	15	15	12	13	14	12	15	11
Politique de rayonnement international	12	13	11	10	11	10	15	12	14	11	12	10	14	9

Nouvelle question

Et selon vous, quels termes vous sembleraient les plus pertinents pour parler de cette politique publique de la France à l'international ?

Base : A tous, en % de « En premier »

Les Français ont une estimation assez juste du volume de l'aide au développement en valeur absolue mais surestiment fortement sa part dans le budget de l'Etat



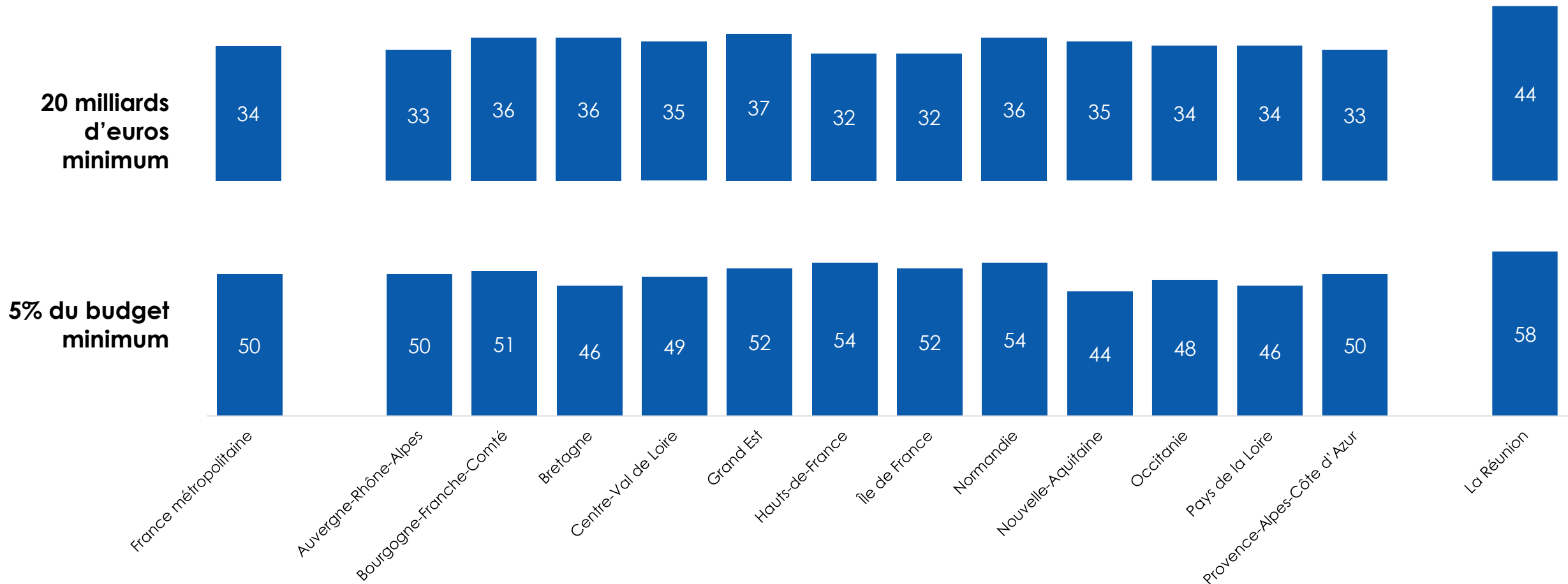
Nouvelle question

Selon-vous, quel montant la France consacre t-elle chaque année à sa politique de partenariats internationaux (en €) ?

Selon-vous, quelle part du budget cela représente-t-il ?

Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Les habitants du Grand-Est, les Normands, ainsi que les Réunionnais sont plus nombreux que la moyenne à considérer que la France consacre 20 milliards d'euros minimum à sa politique de partenariats internationaux



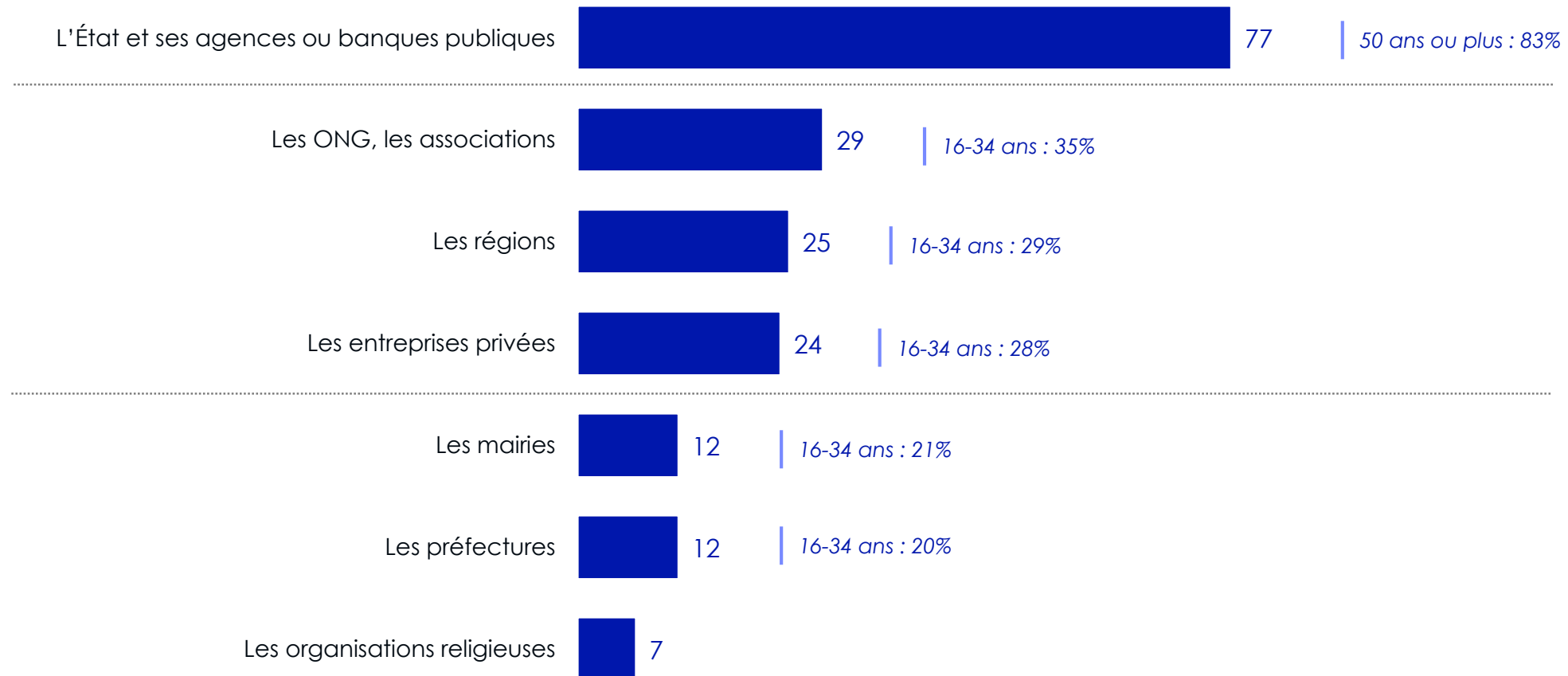
Nouvelle question

Selon-vous, quel montant la France consacre t-elle chaque année à sa politique de partenariats internationaux (en €) ?

Selon-vous, quelle part du budget cela représente-t-il ?

Base : A tous, en % de « Environ 20 milliards, ou plus » et « 5%, ou plus »

La plupart des Français considèrent que c'est avant tout l'Etat qui finance la politique de partenariats internationaux de la France (surtout les plus âgés), devant les ONG/associations, les régions, et les entreprises privés



Nouvelle question

Selon-vous, qui finance la politique de partenariats internationaux de la France ? Plusieurs réponses possibles
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

Les Occitans, les Bretons et les Réunionnais considèrent davantage que les autres que c'est l'Etat qui finance avant tout les partenariats internationaux, tandis que les Franciliens mettent un peu plus en avant les ONG/associations

	France métropo.	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Grand Est	Hauts-de-France	Île de France	Normandie	Nouvelle-Aquitaine	Occitanie	Pays de la Loire	PACA	La Réunion
L'État et ses agences ou banques publiques	77	78	77	80	78	74	74	74	77	78	81	79	78	80
Les ONG, les associations	29	29	27	28	29	26	26	32	26	31	28	28	29	66
Les régions	25	25	26	25	25	25	25	26	25	23	26	27	25	63
Les entreprises privées	24	22	23	26	20	22	22	26	20	23	24	26	24	52
Les mairies	12	12	10	10	13	13	13	13	12	11	13	12	13	36
Les préfectures	12	12	11	11	16	12	13	13	9	12	12	13	14	39
Les organisations religieuses	7	7	6	7	7	7	5	8	6	4	7	6	6	36

Nouvelle question

Selon-vous, qui finance la politique de partenariats internationaux de la France ? Plusieurs réponses possibles

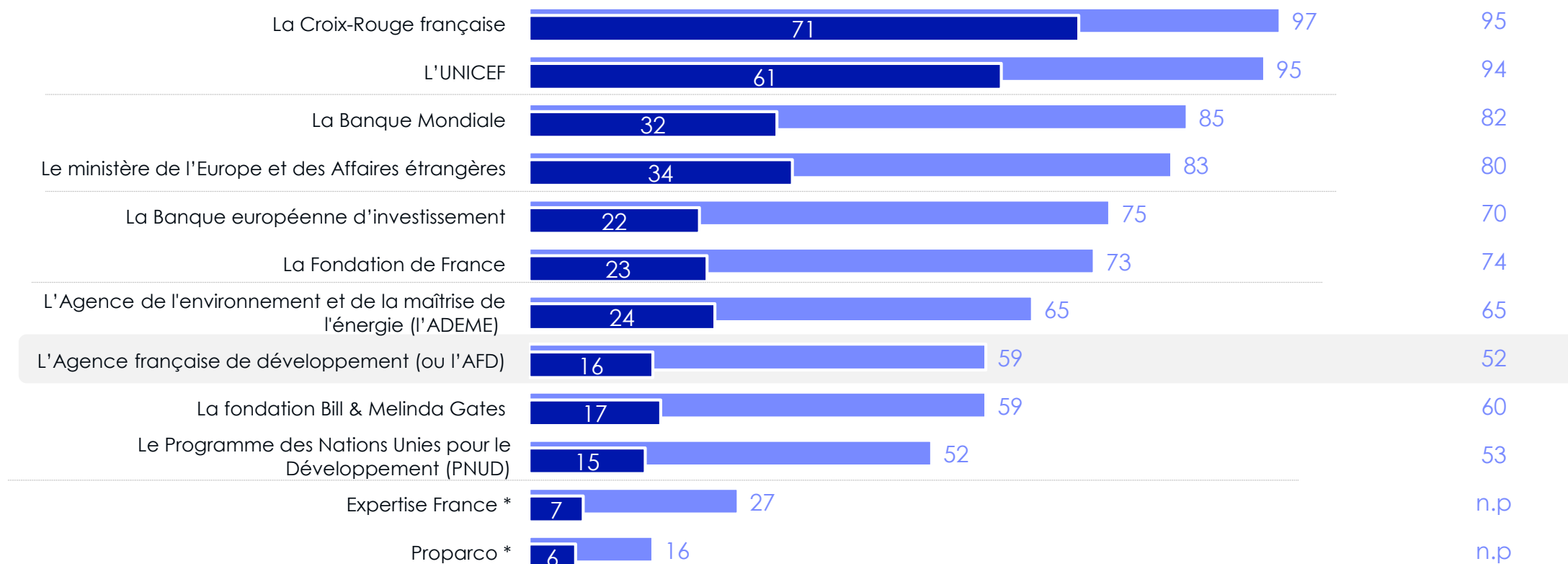
Base : A tous, en %

5. Notoriété et représentation de l'AFD

A l'image de la notoriété spontanée, la notoriété assistée de la plupart des acteurs progresse légèrement par rapport à 2024 et surtout celle de l'AFD (+7 points)

En % de Total / Dont : Oui et vous savez précisément ce qu'est cet organisme

Rappel 2024
En % de « au total »

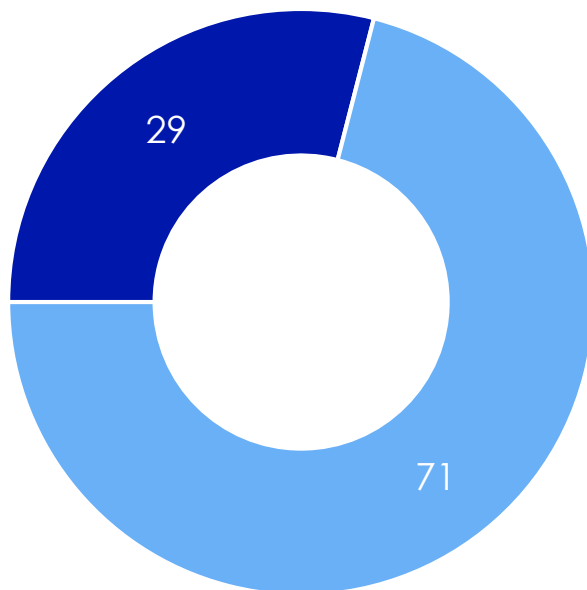


*Nouveaux items

Personnellement, avez-vous déjà entendu parler de...
Base : A tous (France métropolitaine uniquement), en %

7 Français sur 10 déclarent avoir entendu parler récemment de l'AFD. Les médias traditionnels apparaissent largement comme le principal vecteur de connaissance de l'AFD

Je connais l'AFD **depuis longtemps**



J'en ai entendu parlé **récemment** (il y a moins d'un an)

Nouvelle question

Quand diriez vous que vous avez entendu parler de l'AFD pour la première fois ?
Par quel moyen avez-vous connu ou entendu parler de l'AFD pour la première fois ? Une seule réponse possible
Base : À ceux qui indiquent avoir déjà entendu parler de l'AFD (France métropolitaine uniquement), en %

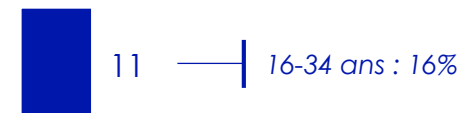
Dans les media (télévision, radio, presse écrite...)



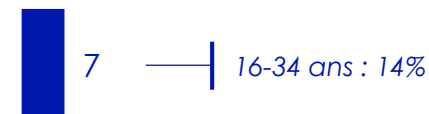
Sur les réseaux sociaux



Par une connaissance



Par le travail

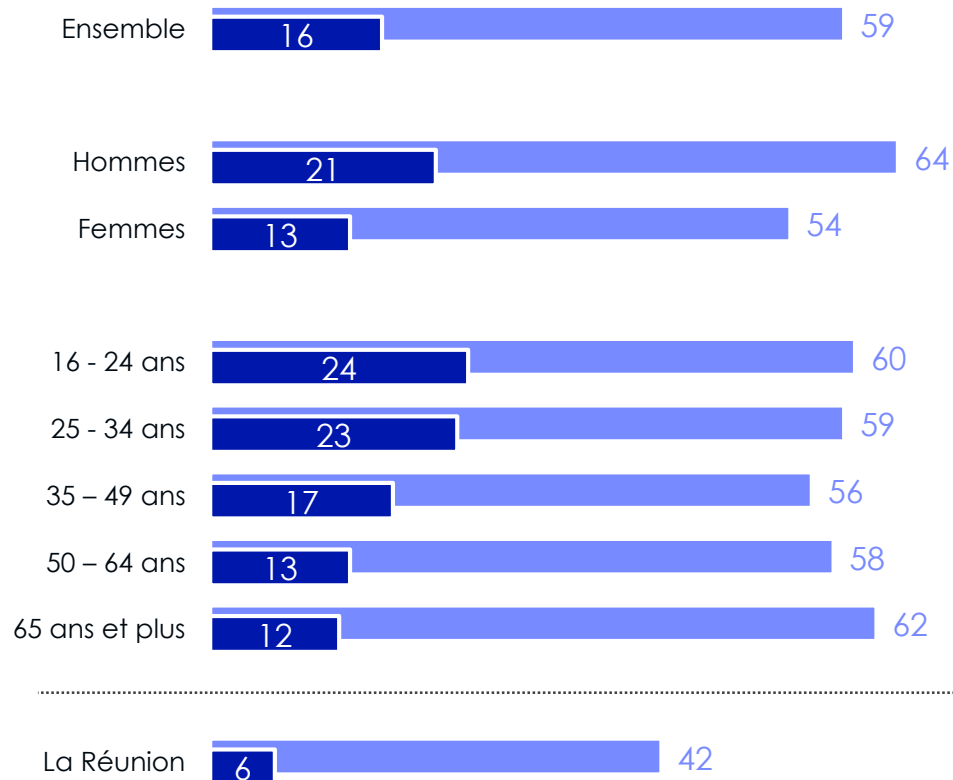


Lors d'un événement

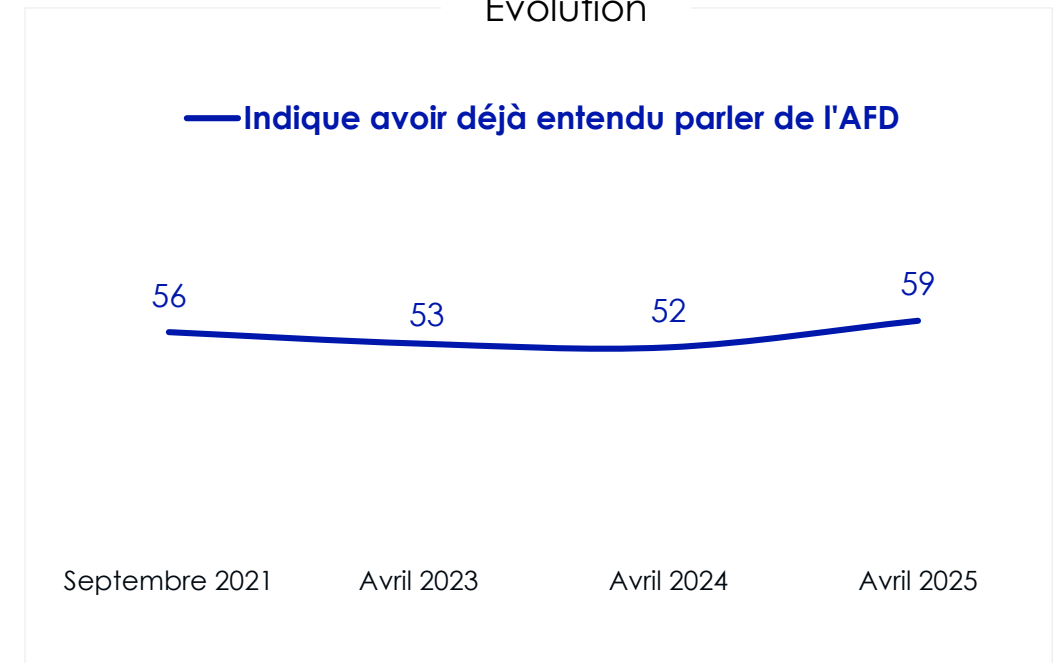


L'AFD est l'acteur du développement dont la notoriété assistée progresse le plus, avec 6 Français sur 10 qui déclarent connaître l'agence soit le plus haut niveau depuis la création de ce baromètre en 2021

En % de **Vous avez déjà entendu parler de l'AFD /**
dont : **Oui et vous savez précisément ce que c'est**

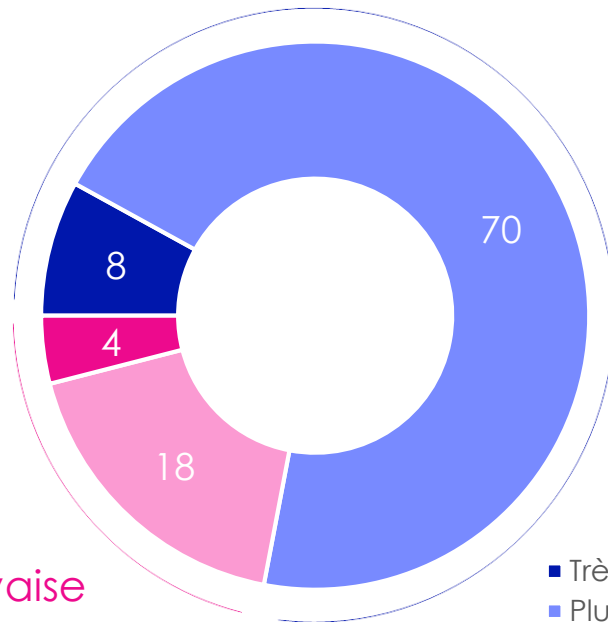


Evolution



L'AFD jouit d'une bonne image auprès de ceux qui la connaissent, se stabilisant à près de 80% d'opinion positive après la progression continue observée entre 2021 et 2024

Bonne image de l'AFD : 78%



- Très bonne
- Plutôt bonne
- Plutôt mauvaise
- Très mauvaise

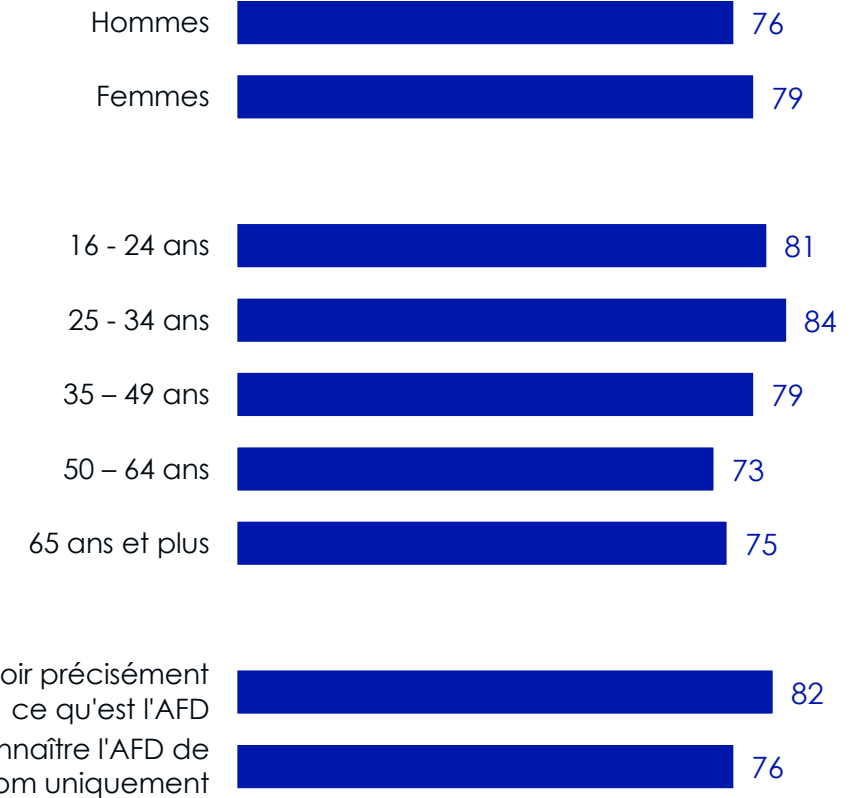
Mauvaise

image de l'AFD: 22%

Evolution



En % de « bonne image »



Personnellement avez-vous une très bonne, plutôt bonne, plutôt mauvaise ou très mauvaise image de l'AFD ?

Base : À ceux qui indiquent avoir déjà entendu parler de l'AFD (France métropolitaine uniquement), en %

Merci de noter que toute diffusion de ces résultats doit être accompagnée des éléments techniques suivants : le **nom de l'institut**, le **nom du commanditaire** de l'étude, la **méthode d'enquête**, les **dates de réalisation** et la **taille de l'échantillon**.

Suivez l'actualité de Toluna Harris Interactive sur :



[Tolunacorporate.com](https://tolunacorporate.com)



[Linkedin](#)



[X](#)

Contacts Toluna-Harris Interactive en France :

Jean-Daniel Lévy – Directeur délégué – Stratégies politiques et d'opinion – jdlevy@toluna.com

Copyright © Toluna

All rights reserved. Nothing from this report is allowed to be multiplied, to be stored in an automated file, or to be made public electronically, mechanical, by photocopies, recording or any other manner, without written consent of Toluna.